

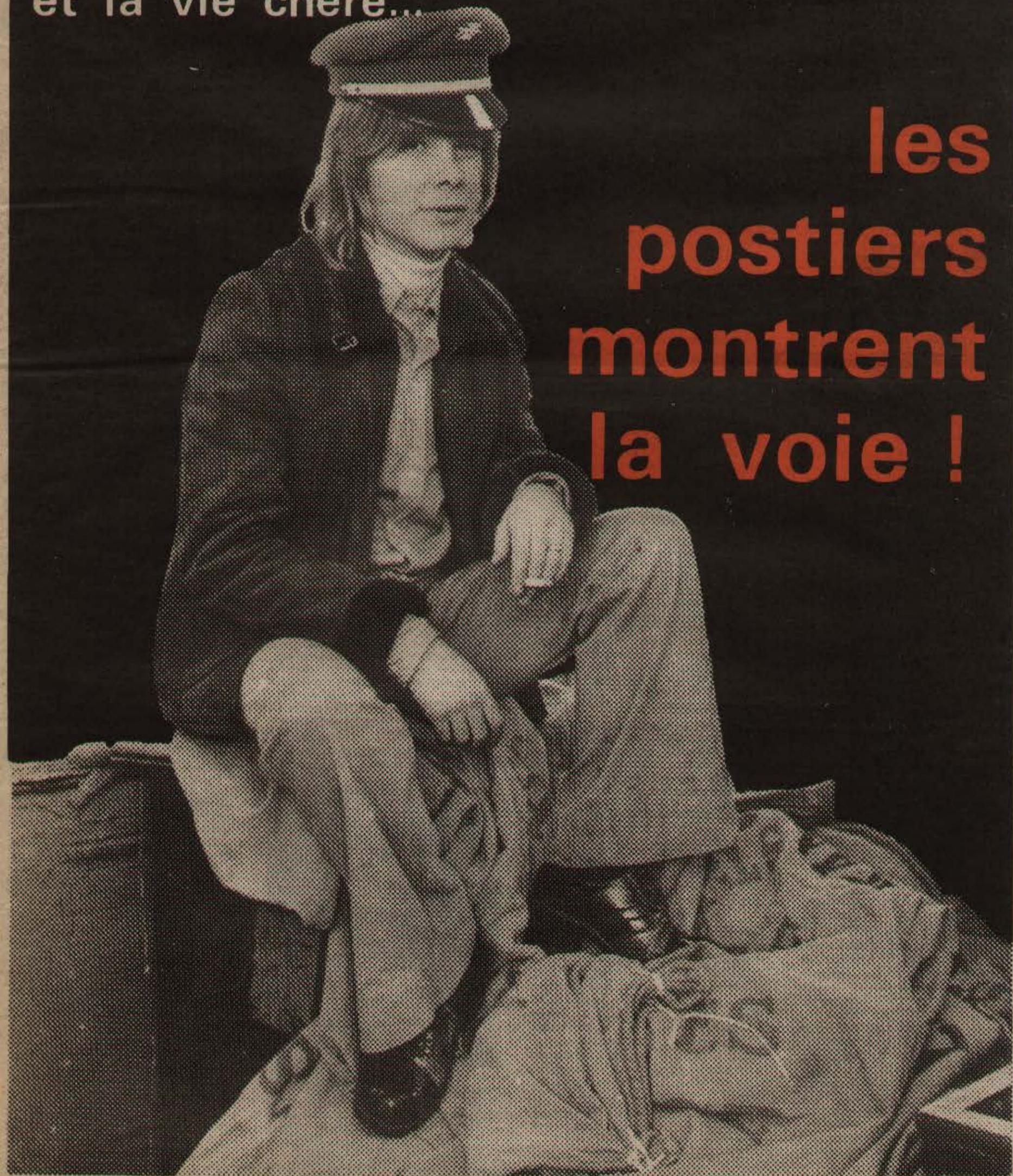
# rouge

DOSSIER  
ALGERIE

hebdomadaire d'action communiste

contre le chômage  
et la vie chère...

les  
postiers  
montrent  
la voie !





# LELONG DEMISSION!

**Vendredi 25 octobre : des Postaux aux Chèques, des Annexes aux Télécoms, tous les secteurs sont touchés, c'est la grève générale des PTT.**

Le 23, 10.000 postiers scandent leurs revendications sous le balcon du sous-ministre Lelong. Le 25, l'imprimerie, Titan-Coder, et d'autres manifestent avec les postiers; la combativité est grande, l'obstacle est le même pour tous; le gouvernement de vie chère et de chômage.

## «LE PLUS CON...»

Par-delà les gaffes du sous-ministre se profile la politique anti-ouvrière de tout le gouvernement: la haine contre les travailleurs (les « idiots! ») le mépris de leurs revendications (Lelong sait très

bien que la plate-forme des postiers est très précise: il dénonce son « flou » parce qu'il refuse en fait de négocier dessus).

Les propositions de Lelong sont grotesques: plus de 200.000 postiers sont en grève pour 200 F mensuels et 1700 F minimum, il propose des miettes pour 1975! Plus de 200.000 postiers luttent pour les effectifs et la titularisation de 80.000 auxiliaires, il propose 1.670 titulaires!

Certes le choix était difficile pour le gouvernement:

— céder rapidement, c'était remettre en cause son objectif: faire payer aux travailleurs la crise économique,

c'était aussi laisser s'ouvrir une première brèche dans l'intransigeance cynique du gouvernement et du patronat

— ne rien céder, c'est courir le risque de l'extension du mouvement et de l'ouverture de luttes d'ampleur sur le front social.

Pris dans ce dilemme, il a perdu la première manche. A la rupture des négociations dimanche 27, les postiers ont répondu le 28 plus nombreux et plus forts.

Les négociations reprendront dans un climat encore meilleur pour les postiers, car leur lutte peut devenir celle de toute la Fonction publique. Ce n'est donc pas le moment de limiter par la bande la plate-forme revendicative.

Face aux journaux qui transforment les 200 F d'augmentation mensuelle en

une prime ou un acompte de 200 F, les postiers ont, le 28, affirmé bien haut « 200 F mensuels! » Revendication qui de plus, unifie tous les travailleurs des PTT et aussi ceux de la Fonction publique.

## LE 2<sup>e</sup> SOUFFLE

La manifestation du 28 a montré que les postiers ne voulaient pas céder: c'est une relance de la lutte, le passage à un stade supérieur qui s'impose. Le gouvernement tente de manoeuvrer et d'intimider: il veut avoir les postiers à l'usure, ils l'auront à l'arraché!

La participation de tous à la grève est un objectif toujours plus nécessaire. Les très nombreuses tâches (popularisation, information, animation, piquet de grève, etc.) appellent tous les

## INTERVIEW D'UN CAMARADE DE PARIS CENTRE

► Comment a démarré la lutte dans les télécoms ?

Il faut commencer par dire que Paris-Central est le premier des centres télécoms à être parti en grève. Depuis plusieurs mois déjà, le mécontentement grondait dans les télécoms et il s'était d'ailleurs exprimé à travers plusieurs luttes dans divers centres.

Dans ce cadre-là, la lutte engagée par les bureaux-gares posait concrètement le problème de l'unification de la lutte. Deux perspectives contradictoires apparaissaient alors très nettement: celle des travailleurs combattifs pour qui il s'agissait de se joindre à la lutte des bureaux-gares; celle des bureaucrates des directions syndicales pour qui la journée nationale d'action du 25 octobre devait être le point culminant du mouvement... et aussi un beau baroud d'honneur.

L'ensemble du personnel de Paris-Central à la suite d'initiatives des travailleurs combattifs, a choisi la première voie. Le mercredi 23 dès le matin, la grève était votée.

► Tout de suite la question de l'extension s'est posée ?

Tout de suite. Et ça n'a pas traîné. Dès

que la grève est votée, des camarades de Paris-Central joignent par Telex les centres de Paris-Bourse et du BCR pour leur demander de se joindre au mouvement. Le même jour, à 11 heures, la grève est votée sur ces centres. Et le lendemain, la plupart des centres Télécom étaient dans la lutte.

► Comment s'organise la grève ?

Le plus extraordinaire, c'est la participation. Jamais, même en Mai 68, on n'avait vu à Paris-Central une pareille mobilisation des grévistes. Par leur nombre d'abord — 90 % du personnel. Et surtout par la participation active au piquet de grève, aux AG et aux diverses commissions (crèche, popularisation, information). D'ailleurs, c'est la démocratie dans la lutte qui permet cette mobilisation: les travailleurs ont voté la grève illimitée, jusqu'à satisfaction des revendications et ils entendent bien prendre en charge leur mouvement.

Une preuve supplémentaire de cette combativité: nous étions 400 à la manifestation centrale du lundi 28, sous une forêt de pancartes!

L'enjeu de la lutte est énorme pour nous. Il l'est aussi pour le gouvernement.

## LES COMITES DE GREVE UN EXEMPLE: NANTERRE

■ Lors d'une assemblée générale, le comité de grève est proposé par l'intersyndicale. Le lendemain le comité de grève était élu avec un représentant plus trois travailleurs non syndiqués. Le comité de grève se réunit et commence à prendre le relai de l'intersyndicale.

Lundi, lors d'une AG de Nanterre principal élargi au personnel de la direction des Hauts de Seine et des petits bureaux satellites: on y adopte la proposition d'une coordination à l'intérieur du comité de grève élargi sur la ville.

## QUELS SONT LES RAPPORTS DU COMITE DE GREVE AVEC LES SYNDICATS ?

Les camarades syndiqués se retrouvent parmi les meilleurs animateurs du comité de grève. Chaque syndicat y est représenté. Les sections syndicales sont favorables.

Cela n'empêche pas quelques bureaucrates de la région de se faire les donneurs de leçons face au comité de grève. La réponse de l'AG fut rapide: « Dehors ces deux clampins! ».

## QUELLES SONT LES TACHES DU COMITE DE GREVE

■ C'est le comité qui prépare les manifestations, les AG, fait le point de la situation,

rend compte des propositions, des négociations. Le comité prend en charge l'animation de la grève notamment en préparant le week-end, en projetant un gala.

## F.O.: LES MAINS LIEES PAR L'ACCORD SALARIAL!

■ F.O. avait signé l'accord salarial dont se réclame Lelong face aux revendications des postiers. Ça n'empêche pas les dirigeants de F.O. d'en rajouter en parole et d'appeler à l'unification du mouvement en appelant au meeting de... F.O.

Pendant ce temps, Bergeron fait des appels du pied à « Château-Chirac » pour « un compromis acceptable ». Malheureusement pour nos Bergeronnettes, beaucoup de travailleurs syndiqués à F.O. ne l'entendent pas de cette oreille. Souvent, ils se sont mis en grève avec les autres, sans attendre le feu vert de la fédération. Aujourd'hui, F.O. (Région Parisienne) est obligée d'admettre les 200 Frs pour tous par exemple, elle n'est pas à un virage près.

Les travailleurs veilleront à ce que quelques bergeronnettes ne bradent pas leur lutte pour un plat de lentilles.

## AUX CHEQUES

■ Les filles des Chèques n'en reviennent pas elles-mêmes: jamais mouvement n'a été aussi large. La manifestation de jeudi l'a bien montré: nous étions plus de 2500 sous les fenêtres de la direction. Nous sommes revenues dans la rue le 25 et le 26 avec tous les postiers en lutte. Pour comprendre l'importance de la mobilisation, il faut savoir par exemple que nous n'étions pas plus d'une centaine aux manifestations précédentes.

Pourtant, rien n'est encore joué. Aux Cheques, plus qu'ailleurs, la participation des non syndiquées à l'organisation de la lutte est de première importance pour développer le mouvement. Dans le cadre de la modernisation, l'administration a recruté beaucoup d'auxiliaires qui ont peu l'expérience des luttes. Dans beaucoup de salles, les filles syndiquées sont en minorité. D'où la nécessité d'être rapidement des déléguées de lutte par centre, par brigade, par salle, par service dans lesquelles toutes, syndiquées et non syndiquées, nous nous reconnaitrons pour organiser et renforcer la lutte, pour discuter les problèmes auxquels nous sommes confrontées et qu'il faut résoudre ensemble, dans l'unité la plus large. Les problèmes de tous les postiers comme ceux auxquels nous devons faire face en tant que femmes.

« Nous sommes entrées dans la lutte... Nous ne nous tairons plus! »

## « QUI C'EST LE PLUS CON ? LE PLUS CON, C'EST LELONG ! »

2 manifestations à Paris, les 25 et 28 octobre

25 octobre. C'était la « grande journée sur l'emploi » prévue par les directions syndicales. Le gouvernement ayant interdit les délégations devant Matignon, tout le monde s'est reporté sur le CNPF... même les postiers!

Rassemblement place Léna. Les postiers donnent le ton massivement ils « font » la manifestation. 250 mètres de cortège et on s'arrête devant le CNPF, protégé par quelques képis. Après un bref discours des secrétaires confédéraux, c'est l'appel à la dispersion; les postiers restent sur leur faim!

Les mots d'ordre largement repris le 28 au ministère témoignent d'une combativité qui enthousiasme:

« Lelong, démission! », « 200 F pour tous, 1700 F! » etc. Des cortèges refusent de se disperser et reprennent la manifestation vers l'Etoile et vers les centres.

Le 28 encore plus de postiers dans la rue (30.000). Des cortèges passent devant l'Ecole militaire: « Les bidasses avec nous! Bidasses-postiers, solidarité!! ». « Lelong démissions » est massivement repris. Et aussi « Les négociations c'est long, c'est long Lelong », « Au large Lelong! » etc. Devant les flics: « du frie pas des flics ». Et encore « ce n'est qu'un début, tous unis le combat continue! ». Après un grand tour du Ministère les cortèges rentrent en manif sur les centres; un peu de métro et on reforme les cortèges pour remonter aux centres.

La combativité continue à se développer!



# AVEC LES POSTIERS MAINTENANT

La grève des postiers s'étend, dure et se durcit. A l'heure où nous écrivons, les personnels de l'ORTF, les mineurs de Lorraine se mettent en grève. Le 5 novembre, les syndicats de l'EGF appellent à une demi-journée de grève ; et l'après-midi CGF, CFDT et FEN convoquent un rassemblement à la Bastille. La CGT, La CFDT, la CFTC appellent les cheminots à se préparer à l'action.

Contre la vie chère et le chômage, le mécontentement des travailleurs gronde. En face, Giscard bredouille, Lelong insulte les postiers, le gouvernement refuse toute négociation qui dépasse le cadre du contrat de la fonction publique signé en juillet dernier par la FEN et FO.

Les postiers, par leur détermination, ont su créer un rapport de force favorable aux travailleurs. Il faut le consolider, l'améliorer encore.

**D'abord en maintenant fermement la plate-forme avancée : 1700 F. minimum ! 200 F. pour tous ! Titularisation des auxiliaires et augmentation des effectifs. Parce que cette plate-forme correspond aux besoins des travailleurs.** Contre l'inflation, contre la rentabilisation et les compressions de personnel. Parce que cette plate-forme exprime les revendications communes à la plupart des personnels de la fonction publique. Ainsi, dans l'enseignement, depuis la rentrée, des luttes locales se mènent contre le chômage des maîtres auxiliaires, pour leur titularisation, contre les classes surchargées. Chez les cheminots, le manque d'effectifs est évalué à plusieurs milliers, et plusieurs débrayages locaux ont déjà eu lieu sur le problème ; et les salaires ne valent pas mieux que dans les P et T.

**Il faut renforcer encore la grève des postiers. Par l'occupation des grands centres,** le blocage des télex automatiques, par la tenue d'assemblées générales capables de contrôler le cours des négociations. Il faut populariser la grève, en particulier au sein du contingent pour éviter que le pouvoir lui fasse jouer le rôle de briseur de grève.

**Il faut étendre la lutte, saisir l'occasion, en particulier dans la fonction publique.** Il ne s'agit pas de lancer un quelconque mouvement presse-bouton, parachuté, mais de prendre appui sur les motifs réels de convergence pour améliorer les positions des travailleurs, pour, tous ensemble, faire plier les Lelong et les Chirac. **En mettant en avant les revendications, à bien des égards communes.** En réunissant des assemblées générales pour discuter les revendications, les chiffrer, chiffrer les manques d'effectifs ; alors que l'appel à l'action pour la SNCF reste à ce jour une creuse généralité. En préparant une manifestation de la fonction publique, autour des postiers, alors que la manifestation P et T du lundi 28 ne permettait aucune préparation commune, aucun élargissement à d'autres secteurs.

**C'est ainsi qu'il faut préparer dans l'action une grève reconductible de la fonction publique.** Ce n'est pas dans cette perspective qu'avancent les directions syndicales ; elles mettent peu d'enthousiasme à populariser les revendications des postiers, plus ambitieuses que l'accord CGT-CFDT de juin ; elles planifient un roulement de journées d'action par secteurs, sans perspectives unifiantes. Or, le 5 novembre, c'est déjà tard. Les postiers ont déjà quinze jours de grève derrière eux. Leur lutte est l'occasion d'une victoire pour l'ensemble de la fonction publique. S'ils restent isolés, si les travailleurs laissent passer le coche, il sera difficile de retrouver meilleure occasion, de remettre en mouvement les postiers aujourd'hui en première ligne. Il serait alors possible au gouvernement d'imposer strictement le cadre des conventions salariales qui étranglent le pouvoir d'achat des travailleurs. C'est le moment, le moment ou jamais, de préparer et d'organiser une grève générale de la fonction publique.

Pendant leur manifestation de lundi, les postiers ont déjà répondu à leur méprisant ministre : « Nous ne voulons pas mourir idiots ». Le gouvernement dans son ensemble doit prendre garde. Il a déjà beaucoup perdu de sa superbe. Et les travailleurs savent mieux que jamais que leurs problèmes ne se régleront pas dans des conciliabules à l'Élysée ni dans la réconciliation nationale avec l'UDR, mais par l'organisation et le développement de leur lutte. Ils se font fort de rappeler à Giscard qu'il n'est qu'un mal-élu, un président en sursis.

grévistes à prendre en charge leur lutte : des décisions à leur réalisation.

L'élection de délégués par service et par brigade, leur réunion en comité de grève par centre permettrait aux travailleurs comme le disait Léon Mauvais en 1953, « de se prononcer au moment d'engager la lutte concernant la direction de celle-ci, concernant les revendications et les accords qui peuvent être proposés par les patrons, leur demandant de le faire sur le moment et sur les conditions de cesser le mouvement ». Certes, comme il le dirait (à l'adresse de FO !) « Les objections des adversaires des comités élus sont nombreuses. Mais la participation de tous à toutes les décisions concernant la grève renforcera la mobilisation face à ces messieurs du gouvernement ».

L'occupation des lieux de travail permet de renforcer l'unité de la lutte, elle permet aussi de répondre un ton plus haut au gouvernement, en donnant les moyens matériels de conduire heure par heure la lutte.

## LA LUTTE DES POSTIERS EST CELLE DE TOUS LES TRAVAILLEURS

Par leurs revendications, les postiers luttent sur les deux problèmes-clés : les salaires et l'emploi ; ce sont ceux de toute la classe ouvrière.

Ils montrent comment lutter sur ces deux terrains, ils ouvrent une première brèche dans la politique anti-ouvrière (« anti-crise ») du gouvernement.

La popularisation de la lutte des postiers est une tâche essentielle : vis-à-vis des usagers (mais malgré la presse réactionnaire, la grève n'est pas impopulaire !) et surtout vis-à-vis des autres travailleurs.

Les postiers montrent la voie : à travers le 5 novembre, c'est l'extension des luttes à la Fonction publique, au secteur public et nationalisé et aussi à toute la classe ouvrière, qui est à l'ordre du jour !

29/10/74

## LES APPELES AVEC LES POSTIERS

La grève des PTT avait à peine commencé que dès le début de la semaine le contingent est utilisé comme briseur de grève.

Les agents d'Air France dénoncent dès le 24 octobre l'utilisation des militaires sur le terrain civil pour remplacer les postiers. Dans une série de centres - Marseille, St Tropez, Orly, Reuilly, etc. des bidasses sont utilisées pour faire du tri militaire et parfois même du tri civil. A St Tropez, des appelés auraient refusé de faire le tri. Ailleurs, des soldats ont fait une collecte : 85 F sur 40 appelés touchés. Lors d'une perm, ils vont en délégation à l'intersyndicale de leur ville et déposent leur collecte. Ils sont prêts à aller plus loin, à écrire une motion de dénonciation du rôle que l'armée veut leur faire jouer, que les syndicats pourraient adresser à leurs camarades qui, comme eux, sont amenés à faire du tri. La tâche des militants syndicaux, la tâche des organisations du mouvement ouvrier est de populariser les actions des soldats qui ont tenu à marquer leur soutien aux luttes du mouvement ouvrier.

Pour l'instant, seul le CDA a réagi. Dimanche, il a diffusé sur Paris un tract dans les gares :

« Le gouvernement cherche des briseurs de grève ! »

Déjà, sur les aéroports, des militaires de carrière font le boulot des postiers. Le gouvernement va plus loin et fait assurer une partie du tri par le contingent. C'est ainsi qu'il avait procédé au moment de la grève des éboueurs.

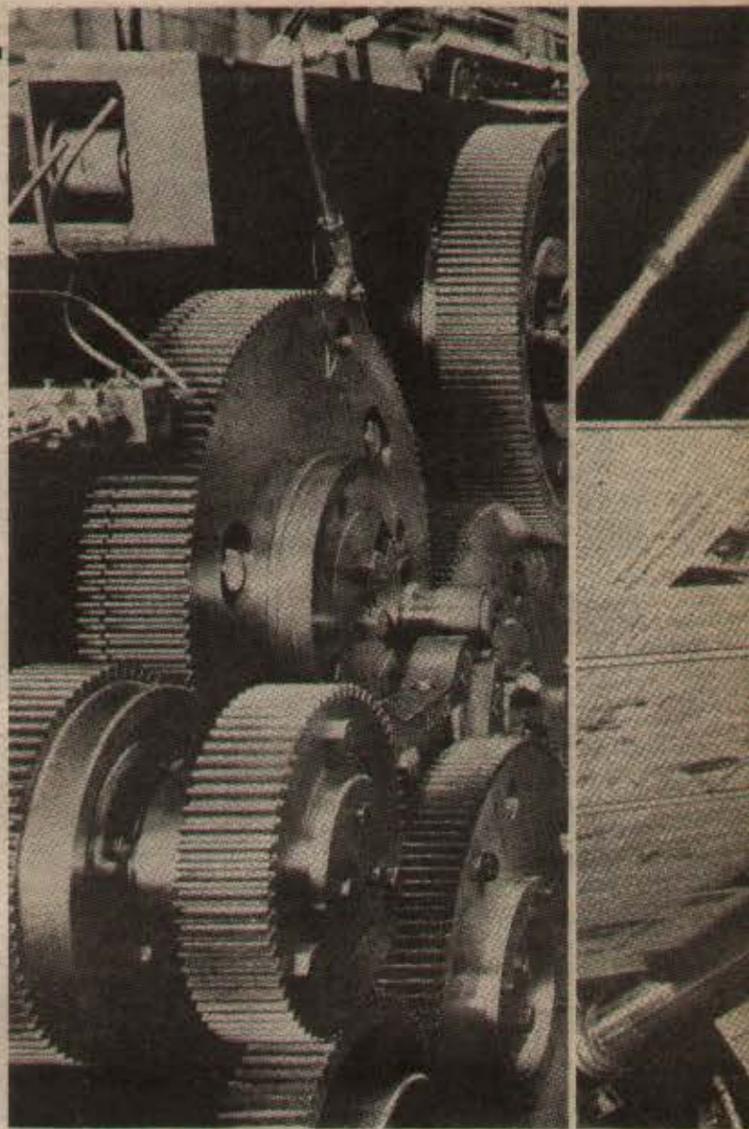
Mais la situation a beaucoup changé dans les casernes. Après l'Appel des Cent, après Draguignan, les postiers savent que les bidasses ne joueront pas les briseurs de grève. On vient de signaler que ceux-ci auraient déjà refusé à St Tropez... »

Demain si la grève dure, le contingent sera appelé plus massivement à faire le tri civil. Déjà des engagés, postiers dans le civil, ont été mobilisés pour cela.

Il faut dénoncer publiquement et massivement le rôle que l'armée veut faire jouer aux appelés, c'est la seule condition pour que, sous le drapeau, les engagés puissent refuser massivement d'être utilisés comme briseurs de grève.

Bidasses-postiers, solidarité !

# UNE ATAQUE DE GRANDE ENVERGURE !



**La situation de l'emploi dans le Livre se dégrade de jour en jour. Ce n'est pas nouveau : depuis six ans, 9000 emplois supprimés sur la région parisienne, plusieurs milliers sur toute la France.**

Rien que pour la région parisienne, depuis juin, douze, imprimeries ou maisons d'éditions ont fermé entraînant près de 600 licenciements. Mais jusqu'à présent, les fermetures étaient étalées pour éviter une riposte d'ensemble.

Aujourd'hui c'est le gros morceau : le 31 octobre toutes les usines parisiennes du groupe Néogravure (3700 emplois) seront mises en liquidation si il n'y a pas apport de 5 milliards anciens pour le remboursement de créances.

## LA NEOGRAVURE, QU'EST-CE QUE C'EST ?

La Néogravure, c'est le plus grand groupe d'impression en France. Ce sont 6000 travailleurs répartis en 5 entreprises qui travaillent en offset ou en Hélió : Chaix à St Ouen, Desfossés à Issy-les-Moulineaux, Crété à Corbeil et en province la NEA à Lille, Oberthur à Rennes et Braun à Mulhouse.

C'est 50 % du marché français des périodiques avec un chiffre d'affaires de 450 millions de francs.

Enfin la Néogravure, c'est la banque de Paris et des Pays-Bas (Paribas) le premier actionnaire qui contrôle aussi Hachette, ses journaux, ses maisons d'éditions, ses imprimeries, les NMPP

qui contrôle les plus importantes papeteries françaises et qui possède des imprimeries à l'étranger.

La Néogravure, c'est donc le géant du livre.

Déjà en Juin 73 elle avait absorbé Crété et commencé la fermeture de Desfossés (500 licenciements en « douceur »).

## UNE OFFENSIVE GENERALISEE

Aujourd'hui, c'est beaucoup plus grave. Dans son plan de redressement, la Néogravure met en cause directement l'emploi des 3700 travailleurs des usines parisiennes du groupe (Chaix St Ouen, Desfossés Issy-les-Moulineaux, Crété Corbeil). A terme ce sont tous les travailleurs du groupe qui sont menacés (6000 personnes).

Cette réorganisation de la Néogravure met en cause directement l'emploi des 3700 travailleurs des usines parisiennes du groupe (Chaix St Ouen, Desfossés Issy-les-Moulineaux, Crété Corbeil). A terme ce sont tous les travailleurs du groupe qui sont menacés (6000 personnes).

Parallèlement, se dessine un autre projet : constituer toujours sous l'égide de Paribas un super-groupe Offset qui engloberait les plus grosses imprimeries parisiennes : Lang, Paul Dupont, Montsouris et éventuellement les dépouilles de Chaix.

Si le projet de groupe Offset aboutit, c'est 1000 à 1200 travailleurs qui seront licenciés.

Mais, au-delà de ces menaces immédiates, le patronat du Livre, encouragé par le gouvernement veut porter une attaque décisive contre les acquis des travailleurs du Livre en matière de salaires, de conditions de travail.

Ils savent que s'ils veulent restructurer la branche, ils doivent avant tout briser leur résistance. En presse, c'est aussi le sens des attaques d'Armaury (« Le Parisien », « L'Equipe », etc.) qui veut abolir les « privilèges » des travailleurs : journée de 6 heures, hauts salaires, etc.

A terme si se constituent 2 super-grands hélió et offset, ils pourront en se taillant une part royale du marché, liquider toute une série de moyennes entreprises. Il s'agit donc bien d'une **attaque d'ensemble** contre tous les travailleurs du Livre.

## F.F.T.L. (CGT) : « FRANCE, TON IMPRIMERIE FOUT LE CAMP ! »

Quels sont les moyens, selon la FFTL (Fédération Française des Travailleurs du Livre, CGT, ultra-majoritaire dans le Livre, 80.000 membres) de faire face à la crise ?

\* rapatriement des travaux

français faits à l'étranger (28 % de la production)

\* suppression de la TVA sur le prix du papier qui a augmenté de 70 % en un an

\* desserrement du crédit

Tout cela au nom de « l'intérêt national » et de la défense de la culture française !

Notons que ce sont à peu de choses près les revendications des patrons du Livre.

Ajoutons que Paribas, principal actionnaire de la Néogravure, trouve son compte à la hausse du papier et à « l'expatriement » des travaux puisque il est actionnaire des plus grandes papeteries françaises et de grandes imprimeries en Europe.

Quelles sont les perspectives d'action proposées par la FFTL ?

Dans ce domaine, la tactique de la FFTL n'a pas varié : débrayages de 24 h dans les usines du trust et de 3 h dans les autres imprimeries débouchant sur la manifestation du 25 octobre. A Chaix et à Crété, le principe de l'occupation a été voté à 85 % en cas de liquidation. Mais la perspective centrale reste la même : faire pression pour déboucher sur l'éternelle table ronde avec les maîtres-imprimeurs et les représentants du pouvoir. Cette tactique maintes fois expérimentée a fait ses preuves notamment à Larousse où elle s'est soldée par la fermeture de l'entreprise. Jusqu'ici elle n'a pu empêcher des milliers de

## points chauds

### lorraine : une rentrée chaude

Le 22 octobre les brigades spéciales matraquaient les mineurs de Faulquemont. Le 26, après une réunion sans résultat avec la direction les syndicats appelèrent à la grève générale illimitée à partir du mercredi 30.

Dès lundi pourtant la CFTC disait que cette grève ne durerait que 48 heures. A cette prise de position, la CFDT a répondu : « La durée de la grève est limitée par la satisfaction des revendications, mais non par une durée déterminée artificiellement dans les bureaux. C'est sur cette base que la CFDT demande aux mineurs de toutes les catégories

professionnelles de se déterminer ».

Les revendications sur lesquelles la grève s'engage sont : la relance de la production charbonnière par l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité et l'embauchage du personnel recruté localement. Cela signifie le dépassement du plan de 10 millions de tonnes prévu pour la Lorraine et le maintien en activité de Faulquemont ; ainsi qu'une étude de la réouverture d'autres capacités de production comme le puits de Sainte Fontaine. Cela implique aussi la suppression des 4 postes à Merlebach et la limitation générale du travail de nuit.

— La création de commissions d'hygiène et sécurité pour améliorer les conditions aux chantiers mêmes.

— La fourniture et le lavage des effets de travailleurs (comme cela existe dans d'autres bassins miniers européens).

— L'application de l'article 18 du statut des mineurs disant qu'un bon travail donne à un mineur à front de taille un salaire supérieur de 60 % au salaire de base.

— La revalorisation des salaires de fond et de jour à

travers une majoration de 21 PH (c'est-à-dire une augmentation uniforme).

Cette grève des mineurs s'inscrit dans une action pour défendre l'emploi dans toute la Lorraine et le lundi 28 près de 5000 personnes manifestaient à Metz. Dans la manifestation figuraient des délégations de Trailor Lunéville (où 300 licenciements sont prévus, alors que le bruit avait couru que Trailor pourrait reprendre Titan-Coder !), des salariés agricoles, des travailleurs des Manufactures de tabac, de la FEN, du SGEN, de la SOLLAC, des eaux de Vitte, des centres hospitaliers de Metz et Nancy, de la SNCF, de l'ORTF-Lorraine, Champagne, Ardennes. La Lorraine est en pleine bagarre pour la garantie de l'emploi et celle du pouvoir d'achat. Les mineurs de Faulquemont et les travailleurs des PTT ont montré la voie à suivre.

Dès maintenant, 22.500 personnes des H.B.L. montrent la voie.

Pour la grève générale illimitée !

le 29 octobre  
Correspondant

### ORTF : une lutte difficile

Une nouvelle grève de 48 heures a démarré le mardi 29 octobre à l'ORTF. Cette action appelée par certains syndicats de l'Office (SNJ-CGT-SNRT notamment) survient après que l'Intersyndicale ait éclaté sous le poids des divergences.

Ainsi la CFDT-PSU ne s'associe pas au mouvement, et laisse ses adhérents libres de s'associer ou non à la grève, tout en déposant un nouveau préavis pour jeudi prochain.

De leur côté, les syndicats des non-statutaires ont réuni une assemblée générale d'information le lundi 28 à la Bourse du Travail pour y défendre la position qu'il fallait être solidaires, mais sans participer à la grève !!

Ainsi après les manœuvres intersyndicales qui ont conduit la dernière grève à l'impasse (voir « Rouge » n° précédent),

les travailleurs assistent non seulement au démantèlement de l'office, mais à l'éclatement de « l'unité syndicale » qui seule aurait permis la victoire, sur la base d'une grève générale d'une durée indéterminée, reconductible chaque jour.

Rien d'étonnant donc à constater que la démoralisation, puis la démobilisation gagnent des secteurs importants de travailleurs.

Rien d'étonnant non plus, qu'apparaissent, dans ces conditions, des « comités de lutte » qui peuvent être amenés à exprimer des positions anti-syndicales. Ces comités regroupent les travailleurs les plus combattifs qui se refusent à attendre passivement la perte de leur emploi.

Il n'en reste pas moins que ces comités ne peuvent se poser en direction alternative de l'Intersyndicale faillie. Ainsi sommes-nous d'accord avec le dernier tract que le Comité de Lutte a distribué à la veille de la grève du mardi 29 :

— seule la grève générale peut permettre de remporter la victoire ;

# OUI A L'UNIFICATION SYNDICALE AVEC DROIT DE TENDANCE

Une initiative sans précédent à l'EGF : 4500 militants syndicaux CGT et CFDT réunis le 22 octobre à l'appel des deux fédérations de l'éclairage pour débattre des formes d'action et des mots d'ordre.

L'appel inter-fédéral à ces Assises invitait le personnel à se réunir par service, usine ou chantier. Chacun donnerait son avis et le tout serait rapporté par des « représentants mandatés » à ces Assises. Les revendications mises en avant par la CGT et la CFDT pour l'occasion portaient sur les salaires, l'amélioration des structures de services et la défense des nationalisations.

## LA PAROLE AUX RESPONSABLES...

C'est la fédération CGT qui a pris l'initiative de ces Assises. Son but avoué : contraindre la fédération CFDT à s'aligner sur l'accord inter-confédéral du 26 juin ; préparer un peu le terrain en vue d'une éventuelle unification syndicale à terme (comme Séguy l'avait évoquée dans son discours du Palais des Sports).

En s'avançant aussi loin dans la voie de l'unité d'action, elle prenait finalement peu de risques vue la situation à l'EGF : une fédération CFDT assez faible ; plusieurs milliers de permanents syndicaux (pour 130.000 salariés).

Mais parler d'unité, de débats, d'action, après avoir pendant des lustres pris prétextes de la division syndicale pour justifier l'inaction, cela risquait de délier les langues et d'ouvrir des vannes. Aussi les dirigeants fédéraux se sont-ils empressés de planter des barrières : évitant dans nombre de secteurs de tenir des AG, désignant les « représentants mandatés » sans qu'ils soient élus par le personnel...

Avec au bout du compte le droit de parole accordé non à ces représentants mandatés, mais exclusivement aux responsables régionaux de chaque fédération, (c'est-à-dire à des bureaucrates de rang assez élevé). De plus, précaution ultime, il avait été clairement annoncé dès le départ que ces Assises ne prendraient aucune décision (les secrétariats fédéraux étant seuls habilités à juger de la suite des événements).

## « RAS-LE-BOL DES GREVES DE 24 HEURES »

Toute la matinée, les interventions CGT ou CFDT se succédèrent devant une salle « sérieuse », consciente de l'importance de cette réunion, sans réactions de sectarisme d'organisation, pourtant traditionnel à l'EGF. Indiscutablement le courant unitaire « passait ».

Mais, après quelques interventions qui s'écartaient de la ligne inter-fédérale, vinrent les rappels à l'ordre : — Tiersen, secrétaire fédéral CFDT, demanda aux militants CFDT de ne plus parler d'augmentations égales pour tous

— Pauwels, secrétaire fédéral CGT, se lança à son tour dans une longue diatribe préparée à l'avance contre ce mot d'ordre, (et la parole fut retirée en coulisses à quelques orateurs CGT qui en étaient partisans).

Ces interventions jetèrent un froid. Puisqu'on ne peut même plus débattre des revendications, qu'est-ce qu'on est venu faire ici...

C'est pourquoi, ces Assises se terminèrent dans l'ennui et le brouhaha. La seule action décidée le 22 fut... l'envoi d'une lettre à Chirac ! Une résolution fut proposée au vote donnant mandat aux secrétariats fédéraux de « décider des modalités d'une action, progressive, efficace, de portée nationale, au moment opportun... » autrement dit, un chèque en blanc.

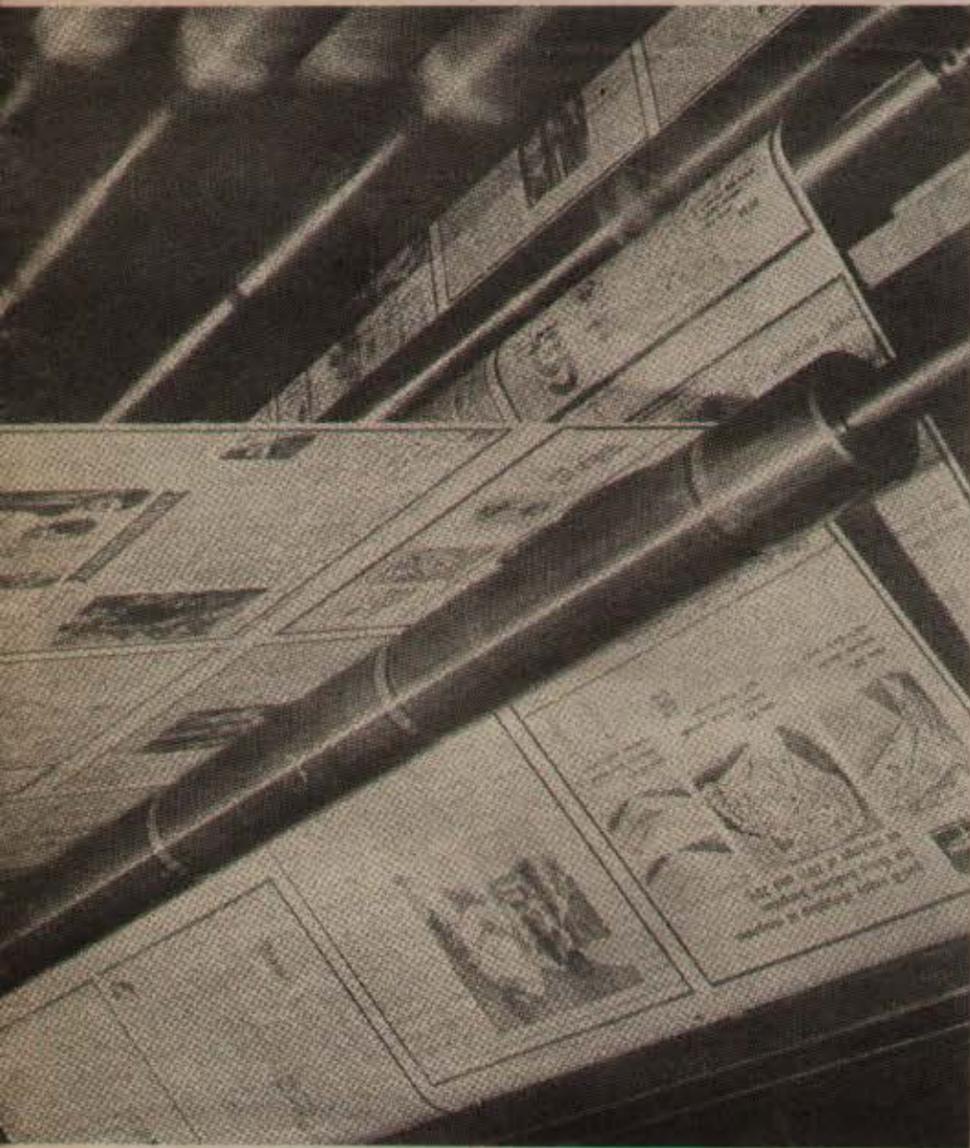
Quelques interventions de délégués de base ont été autorisées lors du vote de cette résolution. Elles sont significatives : l'un d'eux protesta contre le fait que, mandaté sur des positions précises par son syndicat, il n'ait pas pu les exprimer. Un autre expliqua que les gars en avaient « ras-le-bol » des grèves de 24 H et qu'il fallait décider d'une action plus large et plus dure. Un troisième déclara qu'encore une fois, les luttes qu'on va nous proposer, ça va retomber d'en haut...

## QUELLE UNIFICATION SYNDICALE ?

Le résultat principal de ces Assises sera sans doute d'avoir commencé à poser les problèmes de l'unification syndicale, aux yeux de milliers de militants. Certes pas dans les termes les plus clairs. Pauwels notamment a déclaré « Ce n'est pas une union sans divergences, sinon ce serait une « réunification ». C'est limpide. A cette conception bureaucratique de l'unification syndicale, conception reprise dans le déroulement même des Assises, nous opposons une conception démocratique de l'unification syndicale.

Unité dans l'action : oui. Mais cela n'implique pas l'absence de divergences. Ces divergences doivent pouvoir s'exprimer et être débattues par l'ensemble de l'organisation syndicale : cela s'appelle le droit de tendances.

Correspondant



licenciements, la remise en cause progressive des acquis des travailleurs du Livre, une lente dégradation du rapport de force malgré la combativité exprimée par les travailleurs. Elle ne compte aucune victoire dans son bilan. C'est une autre riposte qu'il faut aujourd'hui pour s'opposer à l'offensive des patrons sur le front de l'emploi.

## QUELLE RIPOSTE ?

A la Néogravure, la prochaine échéance sera le 31 octobre : si ce jour-là, la décision de liquidation des usines parisiennes du groupe intervient, des administrateurs seront nommés ; et on peut s'attendre à revoir le scénario déjà connu : attaque en règle contre les conditions de travail, les salaires, l'emploi. Face à cette menace une riposte immédiate s'impose : **la grève avec occupation**. Déjà le principe en a été voté dans les 3 usines parisiennes du groupe : Desfossés, Chaix, et Créte. Mais la date et les modalités restent floues. Il faut dès maintenant affirmer que cette riposte doit intervenir **dès la première attaque**, si minime soit-elle, sur l'emploi : grève immédiate dès le premier licenciement !

Déjà, la discussion est engagée sur les formes de lutte : la grève de Darbois, celle du Goéland ont montré que les travailleurs du Livre disposaient d'un outil fantastique : les machines. En les remettant en route partiellement là où

c'est techniquement possible, les travailleurs pourraient faire connaître partout leur lutte et ses objectifs avec une force incomparable aux moyens que leur donnerait la presse bourgeoise. Pendant la grève des banques, les grévistes de Darbois avaient imprimé des tracts du Comité de grève ; ceux de Néogravure pourraient faire de même pour leur propre lutte. En 68 à Créte, les travailleurs avaient choisi de continuer à imprimer certains journaux, en particulier la **Vie Ouvrière**. Le même problème peut se poser aujourd'hui.

Cette riposte immédiate, il faut l'engager dès maintenant. Mais il est clair que l'attaque contre la Néogravure n'est qu'un moment de l'offensive patronale menée par les maîtres-imprimeurs aujourd'hui dans l'ensemble du Livre. Toutes les luttes sur l'emploi dans ce secteur ont butté jusqu'ici sur le problème de l'isolement ; Larousse l'a montré. Et pourtant il existe une combativité bien réelle : à la manifestation CGT-CFDT du 25 octobre, ce sont des milliers de travailleurs qui ont défilé, malgré la faiblesse de sa préparation ; à Chaix, à Créte, c'est à 85 % qu'a été votée la décision d'occupation. Pour que cette combativité s'exprime dans toute sa force, pour que les projets des maîtres-imprimeurs soient mis en échec, c'est une riposte générale de l'ensemble des travailleurs du Livre qu'il faut préparer aujourd'hui. Correspondant

seule l'unité syndicale et l'unité des travailleurs peuvent réaliser les conditions d'une grève victorieuse.

Lorsqu'on entend dans les assemblées générales, des militants responsables de la CGT expliquer qu'après le premier janvier, les conditions seront meilleures pour combattre parce qu'il n'y aura plus un seul patron, mais sept, donc plus faibles, on ne peut s'empêcher de penser devant l'énormité d'un tel raisonnement, que ces militants ne visent qu'à organiser la défaite. Voilà ce que commencent à ressentir les travailleurs de l'ORTF.

## idéal standard : non aux licenciements !

Ideal Standard est une filiale du groupe américain American Standard et qui emploie 5800 travailleurs. Elle est spécialisée

dans le matériel de chauffage : radiateurs, chaudières, etc... Jeudi 16 octobre le nouveau PDG, Paterson, annonce au comité central d'entreprise : « nous avons partout réduit les horaires de travail, mais cela n'est pas suffisant, il faut aller plus loin. »

— réduction des horaires au-dessous de 40 heures  
— chômage partiel pour raisons économiques ;  
— réduction importante d'effectifs.

Un nouveau comité central d'entreprise était prévu pour le 24, et le patron espérait que les syndicats y fassent des suggestions. Immédiatement l'intersyndicale décide de faire du 24 une journée d'action sur l'ensemble du trust. Le PDG décide alors de reporter le comité central d'entreprise et annonce qu'il y aura 1459 licenciements (soit un quart de l'effectif).

La riposte ne se fait pas attendre :

Le 24 plus de 600 travailleurs d'Aulnay, Blanc-Mesnil et d'Argenteuil se rendent au siège et l'occupent pendant deux heures. Le 24, à Dammarie (près de Melun), c'est la quasi totalité des travail-

leurs du matin qui partent en manifestation jusqu'à la préfecture. Les slogans les plus souvent repris sont :

- Non, non, non aux licenciements

- Travailleurs français, immigrés, même combat.

Le 28, au comité Central d'entreprise, la direction générale maintient ses positions.

L'intersyndicale décide alors d'organiser pour le mercredi 30 octobre une manifestation au siège, à Paris, de tous les travailleurs du trust.

La lutte ne fait que commencer.

Correspondant Idéal Standard  
Dammarie, le 29.10.1974.

## val d'oise : les hospitaliers en colère

En quinze jours, les travailleurs des hôpitaux du Val d'Oise ont exprimé leur ras-le-bol, leur mécon-

tentement face à la politique gouvernementale (rentabilisation à outrance, privatisation, dégradation des conditions de travail et bas salaires).

## 16 jours de grève à Eaubonne

Devant un manque d'effectifs qui mettait en péril la sécurité, la grève est partie des services de psychiatrie ; elle s'est étendue à tout l'hôpital et a été votée à 9). Un comité de grève est alors structuré avec des délégués de chaque service ; il est soutenu par la CGT et la CFDT. Cette unité dans la lutte fera céder la direction de l'hôpital sur les revendications qui sont de son ressort. Mais les directions CGT et CFDT du Val d'Oise se refusent de pousser à l'extension aux autres hôpitaux qui seule aurait permis de faire reculer le gouvernement.

Une journée d'action à Argenteuil

Au départ : une assemblée générale où la CFDT ne propose qu'une pétition de soutien à Eaubonne. A l'arrivée : les 120 travailleurs présents votent un-

niquement la grève de 24 heures, et décident une nouvelle assemblée générale pour le 23.

Entre temps, la direction négocie à vive allure avec les directions syndicales et lâche les deux revendications déjà accordées à Eaubonne. PAIEMENT DES 13 heures supplémentaires au premier janvier 1974 et la 5ème semaine de congés. Ainsi, à l'assemblée générale, le 23, les bureaucrates crient victoire et appellent à une manifestation-délégation à la sous-préfecture. Le soutien à Eaubonne n'est envisagé à aucun moment.

Ces deux grèves prouvent la combativité des travailleurs des hôpitaux ; mais elles révèlent aussi les manoeuvres bureaucratiques de la fraction stalinienne de la CGT (suivie d'ailleurs par la direction CFDT d'Argenteuil) : contrôler, cloisonner la lutte, multiplier les manoeuvres de démobilitation. Ce qui n'a pas empêché l'Humanité d'appeler le lendemain de la reprise du travail... à une généralisation des luttes sur le Val d'Oise.

Le 29 octobre 1974.  
Correspondant.

# FUTURS APPELES, LES LYCEENS SONT AUX COTES DES SOLDATS EN LUTTE



Le cap de la rentrée est passé. Les lycéens ont franchi la porte des salles de classe, bourrées, alors que tombaient les licenciements de maitres-auxiliaires. Mais l'ambiance n'est pas au travail, et le traditionnel « ras-l'bol » continue à saper le moral de notre vaillante jeunesse.

Qu'Haby s'endorme paisiblement sur ses circulaires: les révolutionnaires travaillent à approfondir cette révolte et à diriger vers son ennemi, le pouvoir et l'institution scolaire. Dans l'immédiat, la solidarité antimilitariste aux luttes des soldats est déterminante.

Le vaste mouvement contre la loi Debré en mars-avril 1973, n'avait pas dépassé une remise en cause confuse de l'armée, souvent pacifiste. Aujourd'hui, la polarisation du mouvement antimilitariste autour des luttes à l'intérieur même des casernes permet de développer une agitation.

Contre l'armée du capital qui prépare la guerre civile et embrigade la jeunesse. Ainsi la question du regroupement des jeunes lycéens futurs appelés, avant leur départ à l'armée, sur une plate-forme de soutien aux revendications déjà avancées dans les casernes, est même posée. L'appel de 102 lycéens d'Orsay (Rouge N° 268) en témoigne:

**Nous, lycéens, futurs appelés, affirmons notre pleine solidarité avec les signataires de l'appel des 100. En accord avec les points développés nous appelons toute la jeunesse ouvrière étudiante, lycéenne à s'organiser dès à présent (recensement des futurs inscrits) afin de ne pas nous trouver isolés uniforme sur le dos. Nous avons refusé le lycée-caserné, le CET-usine, nous n'accepterons pas leur arbitraire**

Les Comités de défense des appelés travaillent à regrouper les lycéens antimilitaristes et participent également à des structures unitaires avec d'autres composantes du mouvement antimilitariste

(CAM, IDS,...) quand ils sont présents sur le lycée. L'administration tolère rarement cette agitation, souvent illustrée par des réunions ouvertes avec d'anciens signataires de l'appel des 100, et brandit à l'occasion une loi inconnue votée aux alentours de 1910 et interdisant toute propagande antimilitariste dans les établissements d'enseignement. Ainsi, au lycée Henri IV, à Paris, un élève faillit passer en conseil de discipline pour avoir participé à une réunion de solidarité avec les soldats: après protestations des syndicats d'enseignants, on en est à un avertissement dont près de 308 élèves de l'établissement dans une pétition, demandent le retrait.

Pour donner plus d'impact à cette campagne un meeting lycéen unitaire (CAM, CDA, IDS) antimilitariste se tiendra à Paris le vendredi 13 novembre à 14h. (probablement rue Guy de la Brosse, Paris 5<sup>e</sup>).

Ce véritable « procès de l'armée du capital » fera suite aux multiples initiatives organisées dans les lycées pour fêter comme il se doit l'anniversaire de la boucherie impérialiste de 14-18, le 11 novembre ainsi qu'à la solidarité permanente avec le soldat FOURNEL (à Nice) qui doit passer incessamment devant le Tribunal permanent des forces armées.

Le 28.10.74

FOTOLIB



25 par classe est vraiment le maximum!

Coordination parisienne  
du MLAC  
Vendredi 8 novembre  
20 H 30  
Amphi Guy de la Brosse

## italie

# 6 ans après la loi Faure la bourgeoisie italienne tente la même opération de « participation »

La bourgeoisie française, il y a 6 ans avait fait voter la loi Faure. Il s'agissait d'une vaste tentative pour briser le mouvement étudiant qui avait joué un rôle décisif dans la crise de Mai 68. Par une restructuration de l'enseignement, pour le rendre plus adapté aux besoins du patronat. Par une intégration du mouvement dans des structures « participationnistes ». Les révolutionnaires avaient alors dénoncé les deux éléments de ce projet cohérent, en menant notamment une bataille violente contre les réformistes de tout poil (UNEF-Renouveau, MARC...) qui acceptaient des cadres définis et dominés par la bourgeoisie.

Aujourd'hui, la bourgeoisie italienne tente la même opération. Le gouvernement vient d'adopter des décrets-loi qui introduisent la « participation-démocratique » dans les universités et

les écoles. Des conseils sont créés pour veiller au « bon fonctionnement » des établissements. Les élèves, les parents, les professeurs et l'administration y sont représentés. Il ne s'agit certes pas de la vaste rationalisation de l'enseignement dont le capitalisme italien aurait besoin. Mais c'est pourtant la plus sérieuse tentative de « normalisation » de l'école depuis le « mai rampant ». D'autant plus qu'elle s'inscrit dans une vague d'attaques contre la classe ouvrière (baisse du pouvoir d'achat, mise en chômage technique à la FIAT, etc). La capacité du mouvement étudiant et lycéen à riposter contre ce projet peut être un élément important dans l'affrontement de classe qui se prépare.

Le devoir élémentaire des révolutionnaires est donc d'organiser la riposte. Les courants centristes ont adopté une position ambiguë. Les camarades des

trois organisations Lotta Continua, PDUP (fusion récente du Manifesto et du PSIUP), et Avanguardia Operaia, membres de la direction du syndicat enseignant, ont proposé une résolution pour « utiliser l'espace démocratique » ouvert par les conseils. Ces organisations ont néanmoins été mises en minorité lors de l'assemblée générale des délégués du mouvement étudiant et lycéen où le principe du boycott des conseils a été décidé. Nos camarades des Gruppi communisti rivoluzionari répondent à la mobilisation en construisant des comités de lutte contre les décrets-lois, rassemblant l'ensemble des étudiants et des lycéens qui refusent la « normalisation ».

BOY-COTT DES ELÉCTIONS AUX CONSEILS!  
NON AUX DECRETS-LOI !

## MEETING

mardi  
**19**  
NOV.  
mutualité

les accords-désaccords PS.PC  
A. KRIVINE  
quels débouchés aux luttes ?  
J. HABEL  
les postiers montrent la voie  
UN POSTIER

un premier bilan des luttes de la rentrée

# LA RENTREE SCOLAIRE EST-ELLE TERMINEE ?

Depuis plus d'un mois, « Rouge » retrace les luttes des enseignants et des parents d'élèves.

Pétitions, manifestations, grèves locales pour la titularisation de tous les auxiliaires, puis Mouvement « baisse des effectifs » contre les conditions de travail impossibles (parfois plus de 35 élèves par classe), pour l'emploi pour tous, (dédoublage des classes). La combativité des enseignants s'est manifestée de multiples manières, les formes de lutte : début de coordination, action unitaire avec les parents, popularisation etc. en témoignent. Nous faisons aujourd'hui, un premier bilan de la rentrée. Pour comprendre la dimension passée et future de ces actions, il faut les replacer dans le cadre de la Fonction publique.

Ecole, Assistance publique, PTT, dans tous ces secteurs, les conditions objectives existent pour un mouvement d'ensemble de tous les fonctionnaires.

La rentabilisation de ces services affecte de même l'instituteur, l'infirmière ou le postier, c'est dans l'unité que l'on vaincra.

Réduction des postes, gonflement des effectifs, moyens mejeurs de la politique de rentabilisation du système de formation, ont marqué cette rentrée d'ou chômage, demi-postes, suppléances pour les non titulaires et nomination de nouveaux certifiés sur des groupements d'heures.

Sans attendre les actions des grèves tournantes prévues par les directions syndicales pour la mi-octobre, à l'initiative des militants révolutionnaires de la FEN, du SGEN et du Comité de Lutte contre l'auxiliariat, de nombreuses luttes locales se sont développées dès la rentrée pour obtenir en particulier le réemploi des maîtres-auxiliaires en chômage. Ces actions ont contraint les directions syndicales à certaines initiatives non prévues par leur calendrier. D'une part une manifestation suivie d'un sit-in devant le rectorat a eu lieu le 25 septembre à Paris, appelée par le SGEN et le comité de lutte auxiliaires. D'autre part, la direction du SNES a organisé une manifestation inter-académique qui devait permettre aux délégués de section locales de porter leurs revendications au Rectorat.

## DES CLASSES DE 25 ELEVES

La volonté de lutte s'est affirmée plus particulièrement par la multiplication des opérations « baisse des effectifs » à l'initiative soit d'intersyndicales soit de sections locales SGEN, largement popularisées par les

militants révolutionnaires. Dès le 23 septembre avec les enseignants du CES E. Dolet à Orléans, et aujourd'hui dans plusieurs dizaines d'établissements avec les enseignants de Sartrouville, Gonesse, Bagnolet, Coutances, Montrouge...

Ces initiatives permettent de rendre tangibles les revendications des enseignants.

Elles ont une valeur démonstrative certaine : alors que le ministère licencie des milliers d'auxiliaires, dédouble les classes, opère des roulements d'élèves au-dessus de 25, c'est démontrer concrètement que le problème de l'emploi renvoie au problème des effectifs ; c'est mettre l'accent sur le fait que la lutte des enseignants rejoint celles des travailleurs (dégradation des conditions d'emploi, rentabilisation au maximum) ; que les luttes des enseignants permettent de dénoncer la sélection par l'école au détriment des enfants de travailleurs.

Sont significatives du danger que représentent ce genre de lutte les réactions violentes du recteur de Versailles et du ministre Haby. Après un premier recul (la suspension du traitement annoncée par le recteur se transforme en retenue) face à la combativité des enseignants, le pouvoir peut maintenir la sanction sans crainte : les opérations baisse d'effectifs sont dénoncées avec hargne par la direction du SNES.

Tous les arguments sont bons pour ceux dont la stratégie consiste à limiter les luttes à des actions ponctuelles de pression sur le parlement, à des actions cloisonnées singifiatives du mécon-

tentement certes (80% grévistes) mais incapables de créer un rapport de force favorable à la satisfaction des revendications.

La FEN, qu'il s'agisse de la direction du SNI ou de celle du SNES, entend contrôler tous les mouvements, empêcher tous les débordements, bloquer les initiatives susceptibles d'une dynamique de lutte. Ainsi les rappels à l'ordre et les refus systématiques des formes nouvelles d'actions imaginées par les enseignants ne manquent pas de la part de la direction du SNES ; et aussi les calomnies à l'égard de la direction du SGEN accusée de soutenir, voire d'impulser des actions irresponsables et antiunitaires.

## LES CONTRADICTIONS DU SGEN

Dans ce contexte, et pour affirmer l'image que veut aujourd'hui donner d'elle-même la CFDT face à la CGT, le SGEN, syndicat peu implanté dans le milieu enseignant, a pu lancer le mot d'ordre : « baisse des effectifs » là où les conditions locales le permettent. Il a pu ainsi attirer une partie de la radicalisation enseignante ; mais, parce que le ralliement à l'union de la gauche n'autorise pas le développement des luttes, parce que l'accord CGT-CFDT de juin 1974 a établi un calendrier de revendications et fixé les méthodes d'actions qui doivent « mesurer les risques d'isolement et de division notamment dans le cas des grèves illimitées », la direction du SGEN ne peut que s'associer à la consigne des grèves tournantes. L'« invitation » à faire de la journée de grève une grève active (dédoublage des classes ce jour là) ne doit pas faire illusion. C'est sur le même terrain - la stratégie réformiste - que se situent les directions de la FEN et du SGEN.

## FONCTION PUBLIQUE : TOUS UNIS !

Les enseignants révolutionnaires ont travaillé à organiser autour de ces luttes la solidarité politique et financière. Ces coordinations locales des établissements menant des actions sur les effectifs ont été mises en place, en vue d'une centralisation et d'une coordination des luttes dans toutes les académies. Ces luttes des enseignants montrent la place qu'ils pourraient prendre demain aux côtés des travailleurs notamment de leurs camarades de la fonction publique.

## LES SPRINGBOKS A NICE

Cette semaine, les Spring Boks, joueurs sud-africains de rugby, sont arrivés à Nice. Nice, jumelée au Cap et dont le maire Jean Médecin s'est fait remarquer pour ses déclarations contre les travailleurs immigrés.

Nous avons décidé en conséquence d'accorder à la venue des Sud Africains l'importance qu'il convenait. Nous nous sommes rendus à une réunion convoquée par le MRAP à laquelle étaient présents le SNI, la LICA, la CGT, les jeunes protestants, le PC.

Personne ne trouva rien à redire à notre présence. Deux actions furent décidées : un comité d'accueil aux Spring Boks à l'aéroport et une manif le 6 novembre, date du match. Le lendemain, le PC posa un ultimatum en forme d'exclusive obligeant le FCR à partir.

Le jour de l'arrivée des rugbymen, un message de l'AFP parvient au PS : les Spring Boks arriveront plus tôt que prévu. Qu'à cela ne tienne. A l'aéroport, il y a une cinquantaine de militants qui forment un comité d'accueil (PS, Ecole Emancipée, FCR, CLAJ). Le PC quant à lui, prenant prétexte de notre présence, n'est pas là. Dans le hall, une banderole est brandie : « Oui au rugby, non au racisme dans le sport ». Tous les manifestants se mettent sur le visage un masque noir.

Alors commence une poursuite dans l'aéroport. Apprenant notre présence, les autorités tentent de détourner les Spring Boks sur une autre sortie... aussitôt bloquée par les manifestants. Même chose pour une autre sortie. La police présente est visiblement très ennuyée. Elle n'interviendra pas.

En fin de compte, les joueurs sortiront par une porte « dérobée » située à 3 kms de l'aéroport.

La prochaine étape, c'est la manif. Le PC a juré ses grands dieux qu'il mobilisera. Affirmation qui a laissé sceptique étant donné son absence notoire dans le comité d'accueil.

Quant à nous, nous allons nous donner tous les moyens pour que la manifestation soit un succès. Quant à l'attitude du PC, nous en reparlerons dans une lettre ouverte. Nous verrons qui sont les diviseurs.

La lutte contre le racisme ne doit souffrir aucune compromission.

Mercredi 6 novembre : NICE  
Samedi 9 novembre : LYON  
Mercredi 13 novembre : AGEN  
Samedi 16 novembre : TARBES  
Mercredi 20 novembre : CLERMONT-FERRAND  
Samedi 23 novembre : TOULOUSE  
Mercredi 27 novembre : ANGOULEME  
Samedi 30 novembre : PARIS (contre l'équipe de France)  
Mercredi 4 décembre : REIMS

## a bon nez vous



On a presque honte de le répéter tellement ça devient bateau : tout augmente. Le papier, les timbres, l'impression. Résultat : les journaux ont de plus en plus de mal à vivre.

Mais basta ! Que le lecteur ne voie pas dans ce petit lais traditionnel une éventuelle majoration du prix de ROUGE. Non ! Seulement ceux des abonnements. Ceux-ci permettent un fond de roulement nécessaire à la bonne marche de l'hebdo. C'est dire l'importance de la campagne d'abonnements que lance Rouge du 20 octobre jusqu'au 15 novembre.

Et comme on comprend combien ce sacrifice financier peut être difficile, on offre à chaque abonné le livre d'A. Krivine « Questions sur la Révolution », un cadeau pour les fêtes...

**Rouge**  
hebdomadaire d'action communiste

10, imp. Guéméné - Paris 4 -  
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

**ARGENT :**  
A L'ORDRE  
DE ROUGE  
10 Impasse Guéméné  
75004 PARIS

Directeur de publication :  
Henri Weber  
Les articles signés n'engagent  
pas nécessairement le point  
de vue de la Rédaction.

|          |          | la France |       | l'étranger |       |
|----------|----------|-----------|-------|------------|-------|
| pour     | sous pli | ouvert    | fermé | ouvert     | fermé |
| un an    |          | 120       | 200   | 150        | 250   |
| six mois |          | 60        | 100   | 75         | 125   |

tarif des abonnements

par avion: écrire à ROUGE  
Seules les demandes d'abonnement  
accompagnées de leur règlement im-  
médiate sont prises en considération.  
Pour tout changement d'adresse, join-  
dre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression :  
L'AVENIR GRAPHIQUE - PARIS

## Alain Krivine QUESTIONS sur la révolution



Stock



photo ADJA

## AUTRE TON MEME STRATEGIE

Georges Marchais a annoncé pendant le congrès extraordinaire du PCF qu'il n'irait pas à l'Élysée. Le lendemain, dans l'émission Actuel 2, il est allé jusqu'à parler de dictature du prolétariat. C'est un indéniable durcissement de ton, sinon de ligne. Et les déclarations inadmissibles du prince-flic Poniatsky lui donnent une raison supplémentaire. Au-delà des petites phrases, que ressort-il du XXIème congrès du PCF ?

### police-justice

## LES MAINS BLANCHES

12 policiers qui passent en correctionnelle pour avoir attaqué des immigrés, Krivine et Récanati qui bénéficient d'un non-lieu. Que se passe-t-il donc en haut lieu pour que Giscard donne ainsi en plein dans le libéralisme ? Nous aurait-on changé nos dirigeants ? « Histoires d'A obtient un visa de censure. Trepper bénéficie d'un sauf-conduit pour venir aux « Dossiers de l'écran ». Halte-là ! C'est trop, beaucoup trop pour être honnête.

Et puis voilà que la police intervient contre les grévistes des P.T.T. ; qu'ils attaquent les mineurs de Faulquemont. Non décidément, tout est bien comme hier. Ponia a seulement décidé de décrocher l'appareil de répression pour mieux s'en servir.

### UN NON-LIEU POUR KRIVINE ET RECANATI

Après la dissolution de la Ligue Communiste, le pouvoir et plus particulièrement son flic en chef avait décidé de faire des exemples « S'il le faut, nous mettrons en prison des centaines de petits Krivine » avait déclaré dans une crise convulsive le maire de Vannes. Krivine puis Récanati étaient donc allés en Santé, pour infraction à la loi anti-casseur. Aux dires de Marcellin, un dossier énorme démontrait par Aplus B la culpabilité de ces deux dangereux personnages.

Mais ce qu'avait surtout mis en évidence ces deux inculpations, c'est l'iniquité de cette loi anti-casseur. Krivine au moment du 21 juin tenait un meeting à Nice. Des centaines de témoins pouvaient l'attester. Eh bien ! Tant pis aux yeux de la loi, il était coupable. Le Ministre de l'Intérieur de l'époque avait même tenté d'en convaincre le grand public en dévoilant, violant ainsi le secret de l'instruction, des éléments du dossier (bien maigre il est vrai).

Somme toute une affaire bien embêtante pour le pouvoir qui s'en

débarasse par un non-lieu. Nous attendons maintenant qu'arrive devant la justice l'affaire des 22 camarades inculpés, après la perquisition du 10, Impasse Guéménée. Encore un terrain glissant pour le successeur actuel de Marcellin.

Tout aussi gênante cette histoire de 12 policiers qui un soir vont tabasser, à Bagneux, une famille d'immigrés. Beaucoup plus embêtant : c'est sur le témoignage courageux de trois de leurs collègues qu'après deux ans, ils sont passés en correctionnelle.

De cette manière, Giscard tente de rayer d'un coup de crayon la période marcellinesque, histoire de dire « Vous voyez, nous on ne cache rien au public et on sait être juste ».

### UN BUDGET QUI DEVANCE L'INFLATION

Et puis, parallèlement, de manière moins voyante, on se prépare. Ainsi, le budget de la police augmentera cette année de 17 % soit 4 % de mieux que les autres budgets. Faut dire que si Giscard se fait tirer les oreilles pour trouver 4 M pour la Sécurité sociale, il est d'une générosité sans pareille pour sa police. On va augmenter les effectifs de 2000 unités. Le matériel va être modernisé ; des gadgets radios fournis à ces messieurs aux frais des contribuables. On va acheter de nouveaux véhicules. Contre qui ? Mais contre les bandits de grand chemin, bien sûr. Contre ceux qui attaquent les petites

## après le congrès du PCF

Un raidissement, certes, qui s'est concrétisé dans les amendements acceptés. En présentant la résolution amendée, Roland Leroy a expliqué que « le parti soutient activement les revendications des salariés des PME », rassurant « certains qui avaient fait mine d'en douter ». La perspective socialiste réapparaît dans le texte. « L'aspiration au socialisme grandit, constate Marchais dans son discours de clôture, et grandira encore dans le cadre de la démocratie avancée ». Habile formule pour rassurer ceux qui craignaient un abandon, tout en ajournant la perspective socialiste aux surlendemain de la démocratie avancée. De même, le rôle d'avant-garde du parti a été formellement réaffirmé sans que disparaisse de la résolution le passage ouvrant les portes du parti « sans restriction » à tous les partisans de réformes démocratiques.

Ce congrès avait pour but initial de faire passer la ligne, de renouveler l'appareil et le préparer à ses tâches nouvelles. Mais dans le contexte, la préparation du congrès a suscité des préoccupations, des débats tels que, même bien contrôlés, le PC n'en avait pas connu depuis longtemps. A tel point que la résolution initiale a dû être amendée en quelques uns de ses angles.

Sans qu'il s'agisse en rien d'une rectification de ligne. Au contraire, la perspective d'union du peuple de France a été ratifiée en définitive, au niveau de 60.000 congressistes de sections, avec seulement 18 voix contre et 77 abstentions. Pour la direction du PCF, il s'agit d'une voie étroite et périlleuse, d'où les précautions et les garanties exigées de ses alliés politiques.

En effet, au sortir des présidentielles, le PCF a continué plus que jamais à accepter le cadre de la Constitution de 58 et des institutions qui légalisent le pouvoir personnel. C'est en fonction de cette logique qu'il doit

rechercher un élargissement des alliances sociales et politiques jusqu'à la constitution d'une majorité présidentielle. Pour y parvenir, il est conduit à édulcorer ses propres références programmatiques, afin de rassurer l'électorat, au risque de démobiliser ses militants. Au moment où leur vigilance serait nécessaire face à toute tentative de réduire le rôle du PCF et le poids éventuel de sa participation gouvernementale.

D'autre part, l'orientation suivie par le PCF est d'autant plus délicate qu'elle n'est pas en harmonie absolue avec la politique internationale de l'URSS. La visite de l'ambassadeur soviétique à Giscard d'Estaing à la veille du second tour des présidentielles n'est pas une simple anecdote. L'Union Soviétique préfère avoir comme interlocuteur des gouvernements bourgeois qui acceptent le cadre de la détente et de la coexistence, que des coalitions de gauche incluant des sociaux-démocrates toujours suspects d'atlantisme. Il est à ce propos significatif que la récente conférence des PC européens à Varsovie n'ait pas abordé la question de l'orientation des PC. L'essentiel des débats publics a porté sur le polycentrisme et les garanties données, notamment aux PC italien et roumain, selon lesquelles aucun texte contraignant ne serait adopté par les prochaines réunions de ce type ; ce qui constituerait une pré-condition à leur venue.

Pour l'immédiat, le raidissement du PCF n'aura guère de conséquences pratiques autres que des gestes spectaculaires (refus de la visite à l'Élysée). Il pourrait en outre s'accompagner, en période de recrudescence des luttes, d'une relance du rôle de la CGT. Non pour développer et centraliser la combativité ouvrière, mais pour l'accompagner et l'éponger. Le saucissonnage des mobilisations sur la fonction publique (demi-journée d'action après demi-journée, secteurs par secteurs) en pleine grève générale des PTT en apporte la preuve.

vieilles dans les rues, la nuit venue.

Dans ce cadre, la police va développer l'ilotage, système qui permet à un flic de contrôler quelques citoyens et de les avoir ainsi bien à l'œil. Que l'on s'imagine : un policier pour chaque pâté de maison.

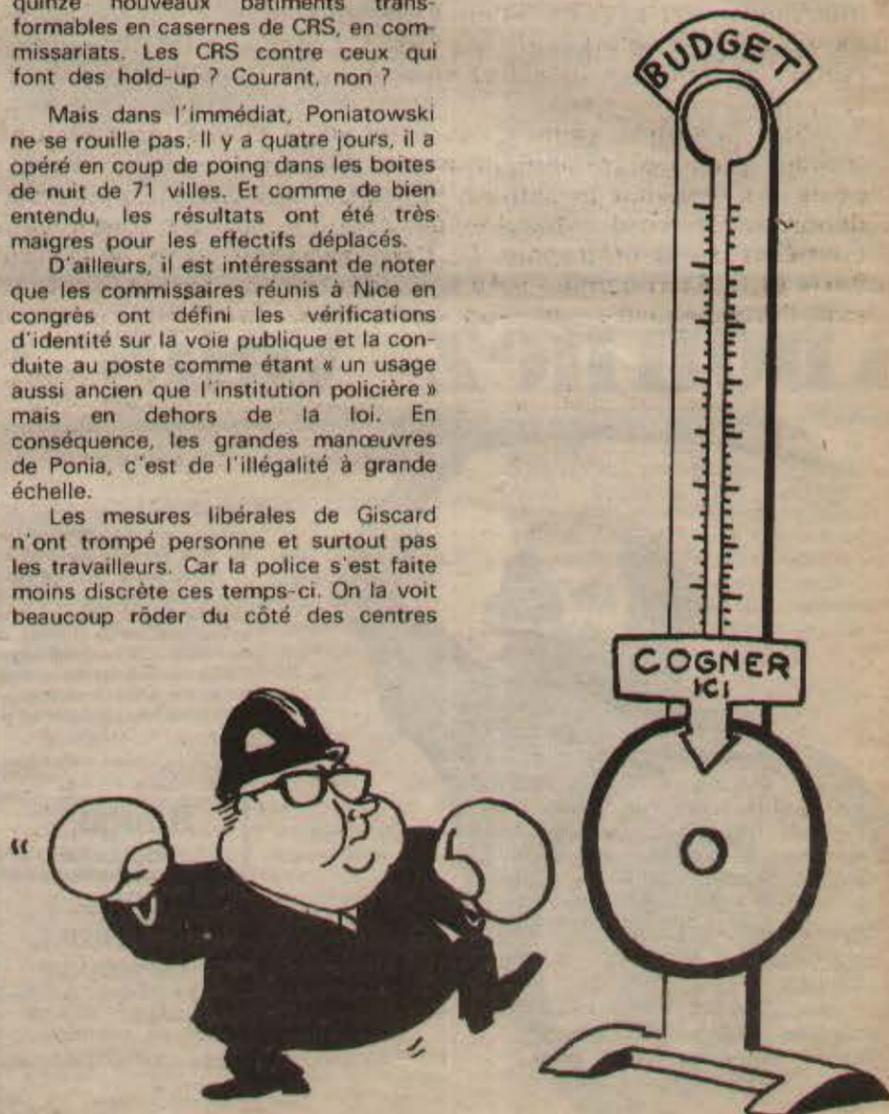
Et enfin, l'Intérieur va acquérir quinze nouveaux bâtiments transformables en casernes de CRS, en commissariats. Les CRS contre ceux qui font des hold-up ? Courant, non ?

Mais dans l'immédiat, Poniatsky ne se rouille pas. Il y a quatre jours, il a opéré en coup de poing dans les boîtes de nuit de 71 villes. Et comme de bien entendu, les résultats ont été très maigres pour les effectifs déplacés.

D'ailleurs, il est intéressant de noter que les commissaires réunis à Nice en congrès ont défini les vérifications d'identité sur la voie publique et la conduite au poste comme étant « un usage aussi ancien que l'institution policière » mais en dehors de la loi. En conséquence, les grandes manœuvres de Ponia, c'est de l'illégalité à grande échelle.

Les mesures libérales de Giscard n'ont trompé personne et surtout pas les travailleurs. Car la police s'est faite moins discrète ces temps-ci. On la voit beaucoup rôder du côté des centres

PTT en grève et dans le bassin de Lorraine. Sous l'esbrouffe de Chirac, il y a son véritable visage : celui du gouvernement qui enverra ses chiens de garde contre les ouvriers lorsque ceux-ci bougeront un peu trop à son gré.





E. Kagan

1er novembre 1954  
1er novembre 1974

## IL Y A 20 ANS LA REVOLUTION ALGERIENNE...

L'année 1954 fut désastreuse pour l'impérialisme français. Elle fut excellente pour les peuples colonisés en lutte pour leur libération nationale et sociale. En mai, à Dien Bien Phu, le corps expéditionnaire français capitulait devant les forces armées de la révolution indochinoise. Ce fut un séisme politique dans l'empire colonial français. Les militants anti-colonialistes y trouvèrent plus qu'un exemple : la preuve que la lutte était possible, que la victoire était possible. Le 1<sup>er</sup> novembre 1954, les combattants de l'avant-garde algérienne déclenchaient l'insurrection contre l'occupant colonial. La lutte du peuple algérien allait durer sept ans et huit mois. C'est contre toute l'armée française aux portes de la métropole que la lutte allait s'engager, et non contre un corps expéditionnaire éloigné de ses bases. Elle allait affronter plus d'un million de colons français et européens fortement enracinés dans le pays.

Pour quelques années, les combattants algériens allaient se trouver presque totalement isolés dans le monde, livrés à eux seuls, ne recevant le soutien politique ou matériel d'aucun Etat, dénoncés d'abord, abandonnés ensuite par les organisations ouvrières de la métropole. Le Parti socialiste était au pouvoir à Paris et le Parti communiste soit directement, soit indirectement, par l'intermédiaire de son appendice, le Parti communiste

algérien, s'était coupé de l'avant-garde combattante algérienne après la condamnation calomniatrice qu'il avait faite de l'insurrection du 1<sup>er</sup> novembre 1954.

Ce qui allait bientôt devenir le Front de Libération nationale avait lancé un mouvement dont il n'imaginait pas la portée mondiale à venir. La société française allait être touchée profondément dans ses valeurs morales et dans ses structures politiques, la jeunesse radicalisée définitivement, le Parti communiste déséquilibré, une nouvelle période caractérisée par la renaissance des luttes politiques sur une grande échelle était ouverte. Tout l'empire colonial français risquait de craquer sous les coups de butoir du FLN algérien. Afin d'en limiter les conséquences, des statuts d'indépendance factice, de nature néo-coloniale furent accordés au Maroc, à la Tunisie, aux peuples d'Afrique noire. La lutte du peuple algérien incarna à elle seule pendant plusieurs années toutes les aspirations à la lutte des peuples colonisés.

Il convient, vingt années après le déclenchement de la révolution algérienne, de rappeler ce que fut cette lutte et l'immensité de ses conséquences dans le monde et aussi de rendre hommage à ceux, algériens d'abord, français ou autres ensuite, qui en ont été la force et la conscience.

Le 28 octobre 1954, les six dirigeants de l'insurrection algérienne se faisaient photographier dans la Casbah d'Alger, Petit geste dédié à l'histoire qui montrait bien que, selon les six, la détermination à la lutte et les préparatifs du déclenchement étaient au point.

Mais au même moment, les forces politiques traditionnelles, qui contestaient à leur manière l'ordre colonial de l'intérieur de son système, organisaient des manifestations revendicatives dont les thèmes étaient une meilleure promotion musulmane à tous les postes de l'administration (coloniale s'entend !), et une augmentation salariale. Ces forces politiques qui s'exprimaient par le truchement des syndicats notamment, n'étaient autres que le Parti Socialiste de Guy Mollet et le Parti communiste algérien, « fédération algérienne » du Parti Communiste français.

Ce contraste illustre exactement la coupure profonde qui pouvait déjà exister entre les forces brutes de la

révolution algérienne, dans les campagnes, dans certains secteurs du prolétariat urbain, parmi les 700.000 prolétaires algériens en France et en Europe, doublés de leurs familles, et les autres, en opposition à l'ordre colonial, mais pas en rupture avec lui. Ces dernières reconduisaient en Algérie et dans d'autres régions de l'empire colonial français le réformisme que pratiquaient les maisons-mères dans la métropole, le P.C.A. par rapport au P.C.F. notamment. Leur lutte n'était pas différente de celles que menaient P.C.F. et C.G.T. en France, elle y était rattachée, comme force d'appoint. Jamais la nécessité d'une lutte radicale, au besoin armée, structurée clandestinement, n'a été mise à l'ordre du jour par le mouvement communiste franco-algérien. Cela ne veut pas dire que ce mouvement n'a pas été sujet à répression de la part des autorités coloniales, loin de là, cela veut seulement dire que ces organisations réformistes ne parlaient pas aux masses algériennes le langage de la libération nationale et

n'envisageaient aucunement auprès des secteurs les plus conscients de l'intelligentsia de la classe ouvrière ou de la paysannerie algériennes, le problème de la destruction de la présence coloniale et la conquête de l'indépendance. C'était déjà se couper des secteurs combattifs, déjà prêts ! C'était peut-être aussi déjà se placer dans un camp qui n'était pas celui de l'ordre colonial, mais qui n'était certainement pas celui de la révolution algérienne. Le résultat de cette politique ne se fit pas attendre. Alors que le 1<sup>er</sup> novembre, l'insurrection est réelle, que le commencement de la lutte a secoué l'Algérie de part en part, et donc aussi la bourgeoisie et la classe ouvrière française et leurs organisations respectives, **Alger Républicain**, le quotidien du Parti communiste Algérien écrit le 9 novembre dans un éditorial à propos de cette insurrection qu'il s'agit d'assassins, d'aventuriers. C'est grave, très grave, car il en découle immédiatement une division politique et organisationnelle entre toutes les forces

sociales et politiques algériennes, arabes ou européennes d'origine qui ont toutes intérêt à la liquidation du colonialisme. Il en découlera inévitablement une prise de position identique dans le fond par le parti communiste français qui affirma les mêmes positions qu'**Alger Républicain** dans les colonnes de **l'Humanité**. Il s'agit là d'un crime politique, non pas tant à cause de la nature calomniatrice de pareilles positions mais à cause des conséquences - alors incalculables - de ces positions politiques. Les travailleurs algériens étaient 700.000 ou plus, en France principalement, au 1<sup>er</sup> novembre 1954. Bien vite cette masse de travailleurs algériens va se souder à la lutte de libération, et encore bien plus, ils vont en devenir la ressource économique centrale. Ainsi, 80% du budget de guerre du F.N.L. provient d'Europe, surtout de France. Le poids dont va peser la Fédération de France du F.N.L. sera à tout moment déterminant par la suite.

suite page 10

suite de la page 9

Mais elle ne pourra jamais organiser de réelles actions de front unique avec les organisations du prolétariat français qui se déroberont à cette tâche, centrale pour la période. C'est par elle que les achats d'armes en Allemagne se feront, car ces armes ne seront jamais offertes normalement par l'URSS ou la Tchécoslovaquie, Cuba révolutionnaire n'existe pas encore.

L'Égypte de Nasser apportait son obole en armement, comme la Yougoslavie de Tito et la Chine de Mao à partir de 1959 déversera ses bazookas et une importante aide matérielle non directement militaire. Le FLN était seul et ne pouvait compter que sur ses propres forces et celles, très petites de ceux qui, en France, allaient tout consacrer de leur activité militante à la cause algérienne.

Telle était, grossièrement rappelée, la situation des combattants algériens à l'aube de 7 années de combat. Cet état d'isolement ne fait que renforcer la puissance, la détermination et la foi en leur lutte des combattants algériens. Et ceci est encore plus manifesté quand, au sein même des masses arabes du Maroc à l'Irak en passant par l'Égypte, jamais aucune solidarité systématique n'a été développée en faveur de la lutte

algérienne. Il fallait bien que les masses algériennes soient prêtes au combat pour apporter la solidarité nécessaire à cette lutte, sinon comment expliquer qu'une « poignée de putschistes aventuristes aux méthodes condamnables » aient pu faire ce qu'ils ont fait ? la rupture qui s'est produite entre les forces immobilistes traditionnelles du réformisme algéro-français et les forces, oubliées, des masses algériennes, dont les cadres du FLN qui en seront issus, analphabètes à 90 % dans les deux langues, français et arabe, cette rupture allait produire à distance les conditions de l'émergence au sein de la métropole de nouvelles générations de militants révolutionnaires en contradiction avec la ligne du PCF avant tout. Presque seule dans le monde colonial, l'Algérie combattante, isolée, sans direction révolutionnaire, marxiste, sans aide des « grands frères étrangers », allait défricher les premiers sentiers de la voie qui allait conduire, en France et en Europe occidentale, aux grandes luttes de la classe ouvrière. Ils étaient loin de l'imaginer, les 6 dirigeants de l'insurrection du 1er novembre 1954, et encore davantage ceux qui étaient en première ligne. Ce 1er novembre 1954, une phase nouvelle de notre histoire révolutionnaire, encore implicite, était commencée.

G. VERGEAT

## LA REALITE SOCIALE ET ECONOMIQUE DE L'ALGERIE INDEPENDANTE

En l'absence du mouvement ouvrier, le mouvement national fut dirigé par la petite-bourgeoisie. A l'indépendance, en 1962, la petite-bourgeoisie s'empare de l'appareil d'Etat colonial et occupe les positions abandonnées par les colons français. Regroupée autour de « l'armée des frontières », la petite-bourgeoisie s'efforce de contourner, de dévier, de récupérer un mouvement de masse de grande envergure dont le symbole fut l'auto-gestion spontanée des entreprises et des domaines agricoles abandonnés par leurs patrons français.

L'inexpérience du prolétariat, l'absence d'organisations de classe du prolétariat et la domination politique de la petite-bourgeoisie permirent cette récupération et aboutirent à l'essoufflement du mouvement des masses. Le 19 juin 1965 (coup d'Etat militaire dirigé par Boumédiène) correspond à une clarification du rapport entre les classes.

### LE CAPITALISME D'ETAT ALGERIEN

Les débuts du régime Boumédiène furent marqués d'abord par la répression du mouvement des masses et ensuite par les garanties données à la bourgeoisie (petits industriels, commerce de gros...), avantages qui furent codifiés par la promulgation d'un nouveau code des investissements. Boumédiène, c'est aussi le renforcement des institutions locales de l'appareil d'Etat, destiné à sceller l'alliance avec les notables locaux (gros propriétaires...). C'est le sens qu'il faut donner à la création des APC (Assemblées Populaires Communales).

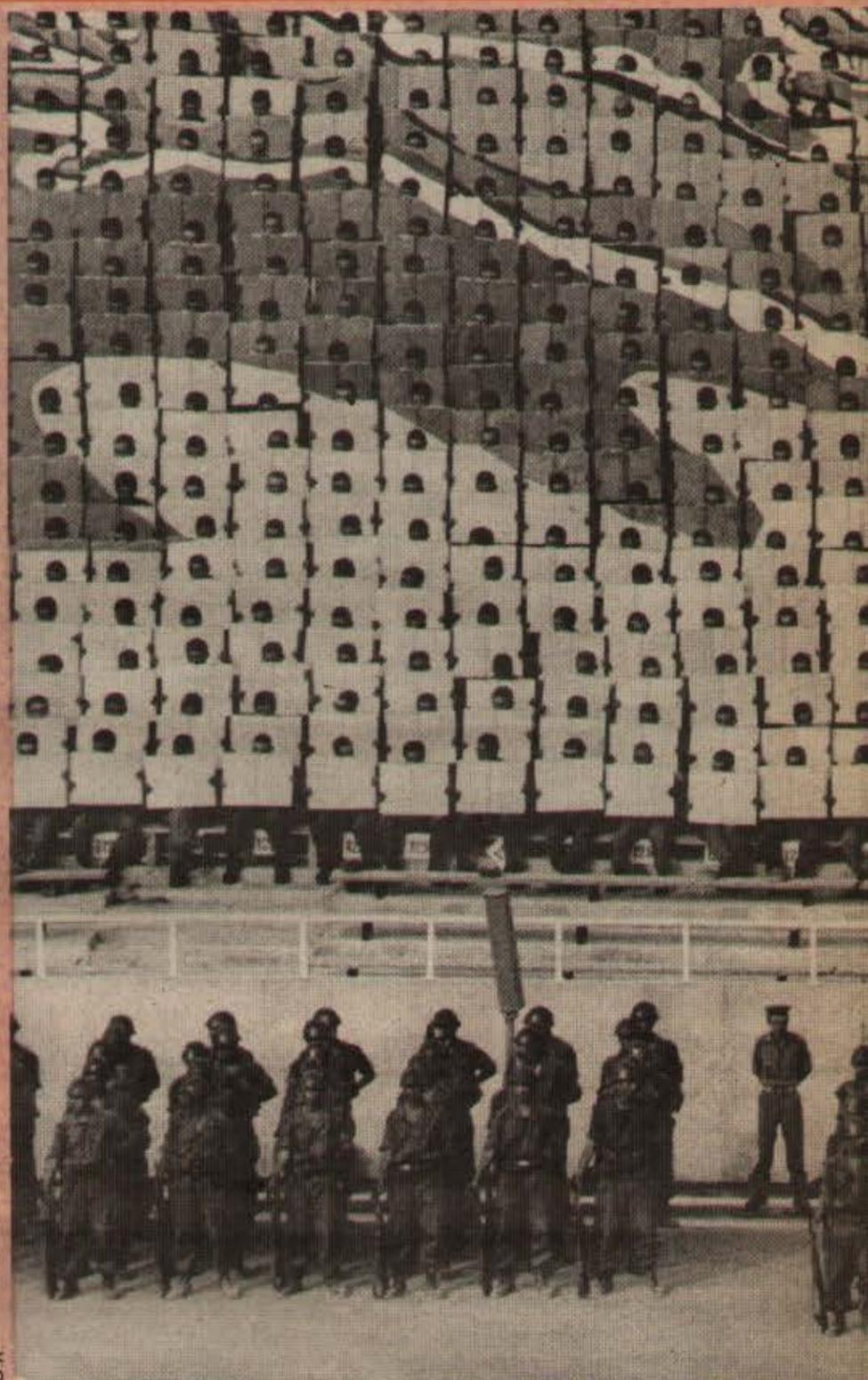
Mais la caractéristique essentielle fut le rapide développement du secteur d'Etat.

### LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR D'ETAT

En effet, si Boumédiène permit un essor important de l'investissement privé dans le textile, la chaussure, etc., recyclant ainsi l'accumulation de capitaux issue du pillage effréné des années 62-63, il a surtout permis l'émergence d'un secteur d'Etat (sociétés nationales) qui devint le moteur de l'économie algérienne et l'instrument privilégié pour la création d'une bourgeoisie algérienne. Ce secteur s'est construit d'une part en regroupant les entreprises « autogérées » (mais qui l'étaient de moins en moins), d'autre part par la nationalisation progressive de presque tous les secteurs de l'économie encore tenus par des firmes étrangères. Cela a commencé par la nationalisation des mines (1966). L'épisode le plus connu fut la nationalisation, le 24 février 71, des intérêts pétroliers français.

Le secteur d'Etat c'est d'abord l'ensemble des industries installées par le colonialisme français.

Et à mesure que s'opérait cette concentration des moyens de production aux mains de l'Etat, les projets des technocrates devenaient cohérents. En fait, ignorant les contradictions inhérentes à la nature de classe de l'Etat, et les limitations que le marché mondial était capable d'imposer, les technocrates du pouvoir crurent qu'il leur était possible de planifier un développement « harmonieux » de l'économie algérienne. C'est la politique d'industrialisation de Boumédiène (certes, l'Etat était le patron de tous les secteurs décisifs de l'économie et il a pu sembler que les planificateurs algériens avaient plus de prise sur l'économie, qu'on échappait à l'anarchie capitaliste. Il n'en est rien, les appétits divers ont parasité les ef-



D.R.

forts, voire réduit à néant certains projets car la recherche du profit personnel restait le moteur de l'économie et l'existence d'un secteur privé assurait cette continuité du capitalisme).

### LA « REVOLUTION INDUSTRIELLE »

L'industrialisation, ce fut le pré-plan triennal 67-69 et surtout le premier plan quadriennal 70-73. Le pré-plan triennal servit à rôder la machine, le régime prit conscience des moyens formidables dont il disposait. Ce plan prépare le premier plan quadriennal (formation de cadres, lancement d'un minimum d'« infrastructure » industrielle).

### L'INDUSTRIE INDUSTRIALISANTE

Le plan choisit de développer l'industrie, délaissant l'agriculture. Il s'agissait de développer l'industrie lourde, une infrastructure industrielle (sidérurgie, pétrochimie...). L'option était « l'industrie industrialisante ». Cela signifie qu'il fallait installer de grosses unités industrielles qui provoquent la floraison d'une cascade de petites unités en amont (fournissant les matières premières ou en aval (utilisant les produits de la grosse unité). Exemple : une usine d'automobiles permet la naissance d'une usine de verrerie et d'une entreprise fabriquant de la peinture, etc.

Mais si le secteur d'Etat se réserve les « industries industrialisantes », le privé peut prendre une part des petites unités. Le plan quadriennal choisit d'affronter le marché mondial. Les produits algériens devaient être compétitifs. Aussi les unités installées étaient-elles caractérisées par une technologie ultra-moderne et donc par le nombre très réduit d'emplois qu'elles offraient (35 000 emplois non industriels).

### TROIS GOULOTS D'ETRANGLEMENT

Le problème principal était que les contradictions internes à la bourgeoisie et à l'Etat algérien la rendaient incapable d'appliquer son plan. En outre :

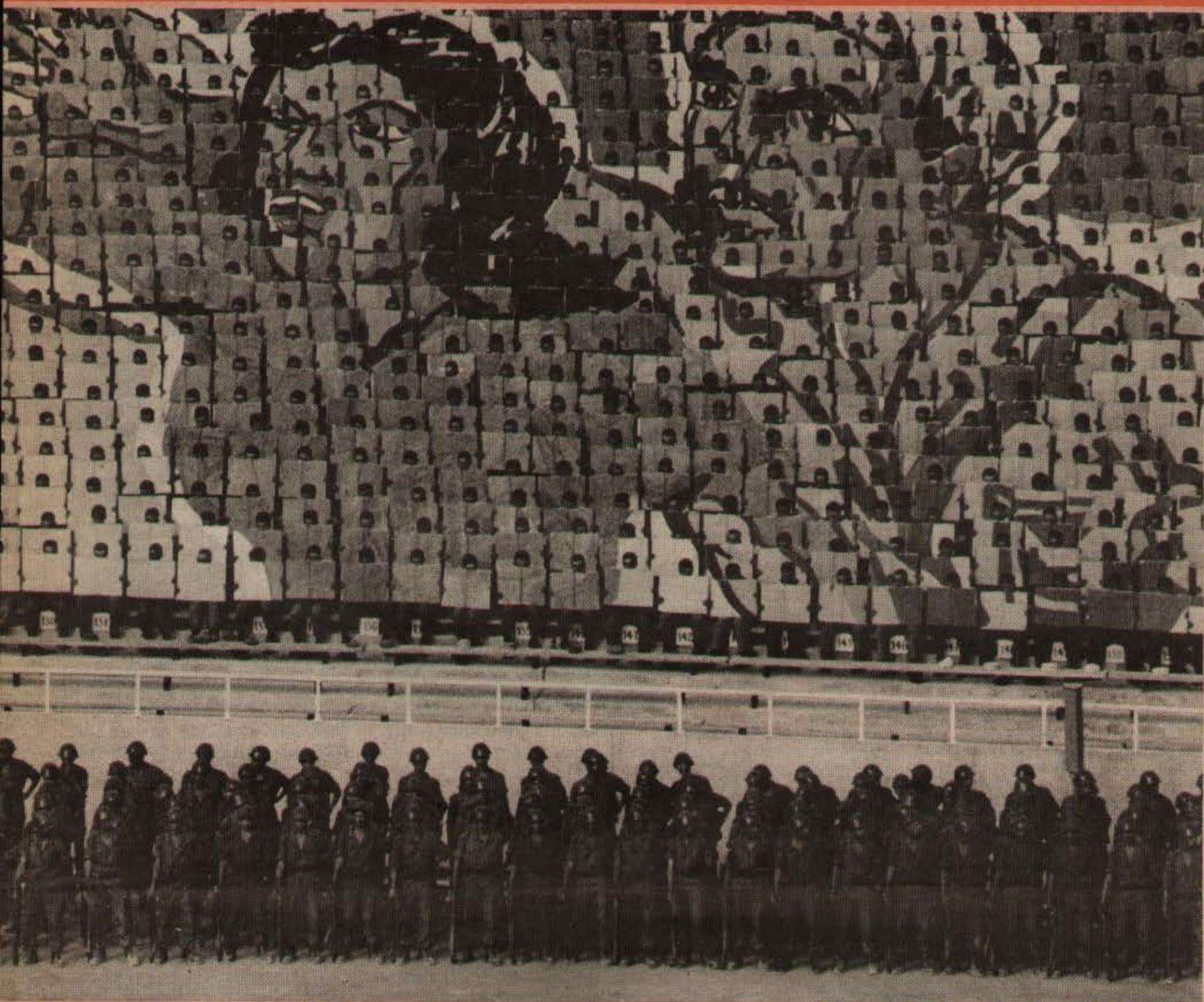
— l'utilisation de techniques modernes mettait les projets à la merci de l'impérialisme, fournisseur de cette technologie ; les usines sont livrées clefs en mains, la participation de l'industrie locale à leur construction est dérisoire ; l'impérialisme a beaucoup aidé au développement de « l'industrie » du gaz naturel mais les grands projets industriels ont connu des retards de plusieurs années (usine d'automobiles abandonnée par Renault, sidérurgie d'El Hadjar retardée de plusieurs années, etc.) ;

— les unités modernes nécessitent une grande quantité de cadres et d'ouvriers qualifiés (c'est pour cela qu'on a parlé de rapatrier les émigrés algériens) ;

— et surtout, le nombre d'emplois offerts est dérisoire comparé aux millions de chômeurs ; mais pour Boumédiène, le chômage, on s'en occupera plus tard. C'est sûr, paraît-il, il sera résorbé en... 1990. Mais durant le plan quadriennal, le chômage augmentait : le nombre d'emplois offerts est inférieur au nombre de jeunes arrivant sur le marché du travail, inférieur à l'exode rural...

### LA QUESTION AGRAIRE

Par le développement de pôles industriels sans bouleversement simultané de la campagne, l'industrialisation algérienne accentue la cassure classique dans les économies des pays dominés, cassure entre un secteur très moderne marginal dans la société et un secteur traditionnel



regroupant les masses paysannes, secteur aux forces productives peu développées. L'Algérie du plan quadriennal comme l'Algérie coloniale, ce n'est qu'une mince bande côtière. Et à 100 kilomètres d'Alger, les paysans utilisent des charrues en bois. On ressentit très vite cette contradiction. Des programmes spéciaux furent mis sur pied pour lutter contre les « disparités régionales ». En fait, les milliards de dinars d'investissement de ces programmes ne pouvaient changer le déséquilibre flagrant entre la ville et la campagne, entre les secteurs de pointe et l'économie traditionnelle. Et le train d'écoles, de mairies, de préfectures, de petites unités financées par ces programmes spéciaux permit un essor important de la bourgeoisie privée dans un domaine peu courant : le bâtiment et les travaux publics.

#### LA « REVOLUTION » AGRAIRE

Seule une solution de la question agraire aurait permis à la bourgeoisie d'affronter ces problèmes. Le projet de Révolution agraire avait cette ambition. Mais les contradictions de la bourgeoisie algérienne la rendent incapable d'assumer ce projet.

La « révolution » agraire visait à la création d'un marché national pour l'industrie et ce, par le développement des forces productives à la campagne. La consommation d'engrais, de tracteurs, etc. par l'agriculture donnerait un coup de fouet à l'industrie nationale et, par ailleurs, l'élévation du niveau de vie des paysans ouvrirait un marché très vaste pour les produits de consommation courante.

La « révolution » agraire réorganise donc la production agricole : remembrement des parcelles, nationalisation des terres des gros propriétaires, création d'un prolétariat agricole travaillant dans

des « coopératives ».

Parce qu'il touchait aux intérêts des propriétaires fonciers, le projet eut du mal à voir le jour. Il fut l'occasion d'un grand affrontement dans la bourgeoisie. Boumedienne abandonnant son rôle d'arbitre, mit tout son poids dans la bataille pour le projet qui se termina par l'éviction de Kaïd Ahmed (représentant des gros propriétaires terriens). C'est le point de départ de la crise du régime Boumedienne.

Mais ce projet de « révolution » agraire dont les exécuteurs sont les APC et autres institutions locales acquises aux secteurs retardataires de la bourgeoisie, fut dévié de son objectif original et l'on peut dire avec certitude que bien des propriétaires fonciers n'ont pas été nationalisés.

#### LES CONTRADICTIONS DU CAPITALISME D'ETAT

À l'indépendance, la petite-bourgeoisie qui s'empara de l'appareil d'Etat colonial, a écarté la bourgeoisie industrielle et commerçante (très faible). L'accumulation de biens réalisée depuis lors par cette petite-bourgeoisie fit que, de plus en plus, les cadres de l'armée et autres bureaucrates des sociétés nationales investissent dans de petites entreprises de commerce. Dans cet Etat bourgeois, la bureaucratie est fondue, imbriquée dans la bourgeoisie industrielle naissante. Cette bureaucratie mène une politique bourgeoise. Les courants les plus « gauche » de cette bureaucratie n'ont œuvré qu'à la naissance d'une bourgeoisie industrielle. Pour tous ces arguments, on ne qualifiera pas cette bureaucratie de petite-bourgeoise, mais de bourgeoise.

Mais n'oublions pas la contradiction profonde du capitalisme d'Etat algérien. En effet, la bourgeoisie industrielle proprement dite n'est pas apte à mener

une politique énergique, asseyant ses intérêts historiques. Parce qu'elle est liée à la bourgeoisie agraire (les gros propriétaires investissant en ville), elle ne peut réaliser la réforme agraire bourgeoise (renforcement du capitalisme dans l'agriculture).

Parce qu'elle est liée à l'impérialisme (les investissements se faisant souvent en liaison avec des firmes multinationales), cette bourgeoisie ne peut que prétendre à un rôle de bourgeoisie compradore.

C'est l'affrontement entre les masses et l'impérialisme, l'histoire toute particulière de la petite-bourgeoisie dans les années 60 qui permirent à la bureaucratie bourgeoise de jeter les bases de développement d'une accumulation nationale grâce au secteur économique d'Etat.

Mais puisque l'Etat algérien renforce une nouvelle bourgeoisie industrielle, puisqu'à l'abri du secteur d'Etat, le secteur privé se construit, puisque la bureaucratie, les cadres de l'armée deviennent des patrons de petites entreprises, **la base sociale du capitalisme d'Etat s'effrite** et l'équilibre interne de la bourgeoisie se transforme.

Au sein de la bourgeoisie, les tendances favorables à une économie « libéralisée », c'est à dire : abandon du rôle moteur du secteur d'Etat, entrée en force de l'impérialisme et retour de la bourgeoisie locale à un rôle plus classique de bourgeoisie compradore, se font plus puissantes. L'édition par la SNED des articles de Hachemi Larabi, terno journaliste défenseur du secteur privé, et la critique virulente de l'APS, agence de presse officielle, à propos de ce livre montrent bien que le débat est là.

Toutes spécificités rappelées (place plus grande du secteur d'Etat, faiblesse

de la bourgeoisie privée), le régime algérien va vers une « sadatisation », une évolution à l'égyptienne de la renaissance de la bourgeoisie privée.

#### LA CRISE

L'industrialisation n'a pas réglé le problème du chômage, elle l'a accentué. La présence et le développement de secteurs industriels a achevé de désorganiser la campagne. L'exode rural s'est accru.

La question agraire est le nœud de la situation dans un pays arriéré : 12 ans après l'indépendance, 20 ans après le 1er novembre 1954, la bourgeoisie piétine dans sa solution.

Sur le terrain de l'industrialisation la bourgeoisie fait l'expérience de son incapacité à réaliser son programme. Les ports sont engorgés (bientôt les aéroports) alors que les pénuries de produits de première nécessité se font de plus en plus fréquentes. Les projets du 1er plan quadriennal attendent de voir le jour.

Les prix montent en flèche, les salaires n'ont pas grimpé depuis 1962. **Le mécontentement des travailleurs est généralisé et il est de plus en plus violent.**

C'est cette crise de la société algérienne, cette érosion du crédit qu'avait le régime auprès des masses qui a accentué les contradictions internes de la bourgeoisie et mené à l'affrontement d'août 74. L'affrontement a porté sur la commercialisation des fruits et légumes tout d'abord (voir article spécifique). Cette crise qui se conclut par un compromis a révélé l'isolement croissant de Boumedienne, dernier défenseur du secteur d'Etat et du projet capitaliste d'Etat. Elle a prouvé la force de Bouteflika et des fractions qui le soutiennent. L'équilibre bonapartiste est gravement compromis.

# PROCLAMATION DU F.L.N.

Le 1er novembre 1954,  
le Front de Libération Nationale  
était encore une organisation méconnue de  
la population algérienne. Formé clandestinement, non  
encore apparu ouvertement, le FLN se faisait connaître  
auprès des masses par la distribution d'une  
proclamation par laquelle les raisons, les buts  
et les moyens de la lutte enclenchée étaient  
annoncés. L'extrait ci-dessous  
est le début de ce  
document historique

« Peuple algérien,  
Militants de la cause nationale.

A vous qui êtes appelés à nous juger  
(le premier d'une façon générale, les  
seconds tout particulièrement), notre souci  
en diffusant la présente proclamation est  
de vous éclairer sur les raisons profondes  
qui nous ont poussés à agir en vous ex-  
posant notre programme, le sens de notre  
action, le bien-fondé de nos vues dont le  
but demeure l'indépendance nationale dans  
le cadre nord-africain. Notre désir aussi est  
de vous éviter la confusion que pourraient  
entretenir l'impérialisme et ses agents : ad-  
ministratifs d'autres politiciers véreux.

« Nous considérons avant tout  
qu'après des décades de lutte, le  
mouvement National atteint sa phase finale  
de réalisation. En effet, le but d'un  
mouvement révolutionnaire étant de créer  
toutes les conditions d'une action  
libératrice, nous estimons que, sous ses  
aspects internes, le peuple est uni derrière  
le mot d'ordre d'indépendance et d'ac-  
tion et, sous les aspects extérieurs, le  
climat de détente est favorable pour le  
réglement des problèmes mineurs, dont le  
nôtre, avec surtout l'appui diplomatique de  
nos frères arabo-musulmans. Les événe-

ments du Maroc et de Tunisie sont à ce  
sujet significatifs et marquent profon-  
dément le processus de la lutte de  
libération de l'Afrique du Nord. A noter  
dans ce domaine que nous avons depuis  
fort longtemps été les précurseurs de  
l'unité dans l'action, malheureusement  
jamais réalisée entre les trois pays.

« Aujourd'hui, les uns et les autres  
sont engagés résolument dans cette voie, et  
nous, relégués à l'arrière, nous subissons le  
sort de ceux qui sont dépassés. C'est ainsi  
que notre Mouvement National, terrassé  
par des années d'immobilisme et de  
routine, mal orienté, privé du soutien in-  
dispensable de l'opinion populaire, dépassé  
par les événements, se désagrège progres-

sivement à la grande satisfaction du  
colonialisme qui croit avoir remporté la  
plus grande victoire de sa lutte contre  
l'avant-garde algérienne — l'heure est  
grave !

« Devant cette situation qui risque de  
devenir irréparable, une équipe de  
jeunes responsables et militants conscients,  
ralliés autour d'elle la majorité des  
éléments conscients encore sains et  
décidés, a jugé le moment venu de sortir le  
Mouvement National de l'impasse où l'ont



QUE SONT DEVENUS LES DIRIGEANTS DE L'INSURRECTION DU 1<sup>er</sup> NOVEMBRE 1954

- Rabah Bitat : Maintenant ministre des transports dans l'actuel gouvernement
- Ben Boulaid : mort au combat.
- Didouche : Mort au combat.
- Boudiaf : En exil.
- Krim Belkacem : assassiné par Boumédiène à Francfort récemment.
- Ben M'Hidi : Fait prisonnier par Bigard en Algérie et exécuté.

Ces six dirigeants de l'insurrection faisaient partie de la direction des neuf, dont les  
trois autres étaient au Caire auprès de Nasser alors dirigeant incontesté de la cause  
anti-impérialiste des masses arabes. Ils étaient :

- Khidder : assassiné par Boumédiène à Madrid il y a quelques années.
- Ben Bella : emprisonné par Boumédiène en Algérie à la suite de son renversement par  
voie de coup d'état militaire le 19 juin 1965. Ait Ahmed : en exil.

acculé les luttes de personnes et d'in-  
fluences, pour le lancer aux côtés des  
frères marocains et tunisiens dans la  
véritable lutte révolutionnaire.

« Nous tenons à cet effet à préciser que  
nous sommes indépendants des deux clans  
qui se disputent le pouvoir. Plaçant  
l'intérêt national au-dessus de toutes les  
considérations mesquines et erronées de  
personnes et de prestige, conformément  
aux principes révolutionnaires, notre ac-  
tion est dirigée uniquement contre le  
colonialisme, seul ennemi et aveugle, qui

s'est toujours refusé à accorder la moindre  
liberté par des moyens de lutte pacifique.

« Ce sont là, nous le pensons, des  
raisons suffisantes qui font que notre  
mouvement de renouveau se présente sous  
l'étiquette de : Front de Libération  
Nationale se dégageant ainsi de toutes les  
compromissions possibles et offrant la  
possibilité à tous les patriotes algériens de  
toutes les couches sociales, de tous les par-  
tis et mouvements purement algériens, de  
s'intégrer dans la lutte de libération sans  
aucune autre considération. ... »

## Le coup d'août 1974.

# QUAND LES LOUPS S'ENTRE-DEVORENT

La crise de la société algérienne  
précipite la crise de la bourgeoisie et ac-  
croît ses contradictions. La faillite du  
régime, le mécontentement grandissant  
des travailleurs, les diverses fractions du  
pouvoir s'en renvoient la responsabilité.  
Août 74 les a vus au bord de la rupture  
c'est au printemps que tout commence,  
pendant que Boumédiène lance à Con-  
stantine un appel à reconstruire le parti  
FNL et suscite une campagne de soutien  
à ce discours.

Bouteflika ministre des af-  
faires étrangères prononce plusieurs  
discours d'un style nouveau rompant  
avec les références au « socialisme » et  
à « l'anti-impérialisme » qui carac-  
térisent l'équipe Boumédiène.

Pendant ce temps, les CAPCS (coo-  
pératives de commercialisation mises  
sur pied par la révolution agraire) oc-  
cupent les halles d'Alger chassant les  
mandataires privés. L'OFLA (Office des  
fruits et légumes) résiste à ce  
changement et organise la pénurie  
sur le marché des fruits et légumes.  
Début août El Moudjahid titre : 1200

tonnes de pommes de terre jetées par  
l'OFLA. Un véritable appel à la révolte en  
cette période de pénurie. Quelques jours  
plus tard, c'est l'APW d'Alger (assemblée  
départementale) qui attaque l'OFLA, l'ac-  
cusant d'héberger des mandataires  
privés et d'organiser la pénurie. Et puis  
plus rien... le vide pendant 10 jours. Pas  
d'information nationale sur les journaux.  
Jusqu'à la réapparition spectaculaire de  
l'ensemble des dirigeants lors de la  
signature des accords PAIGC-Lisbonne.

### QUE S'EST-IL PASSE

« La révolution agraire » a ébranlé  
l'équilibre bonapartiste du régime  
algérien. Ses retombées minent encore  
cet édifice branlant. Parmi elles le  
problème des CAPCS (coopératives) et  
aussi le redécoupage administratif (31  
wilayas au lieu de 15 actuellement) ; car  
cela signifie une redistribution du  
pouvoir et une restructuration des al-  
liances (il s'agissait de nommer les  
préfets, les chefs de secteur de l'armée,  
etc...) ce qui nécessite un équilibre entre  
les diverses fractions de la bourgeoisie,

ce qui n'était pas le cas.

### QUE SIGNIFIE CET AFFRONTMENT

Boumédiène était l'arbitre, le pivot  
de l'équilibre entre les diverses frac-  
tions. Par la bataille pour la révolution  
agraire, il perdit peu à peu cette position  
d'arbitre. Août 74 signifie que des frac-  
tions importantes du pouvoir contestent  
le rôle dirigeant qu'il a actuellement.

### OU EN EST-ON AUJOURD'HUI

- Il y a eu un compromis. Boumédiène  
étant estimé indispensable dans le  
rapport de forces actuel.

- Sur les CAPCS et l'OFLA un com-  
promis est trouvé... qui consiste à enter-  
rer les CAPCS.

- Le nouvel équilibre est traduit par  
l'installation des préfets etc... par des  
représentants des deux fractions.

Mais la « polémique » continue. Les  
journaux renferment d'une part des at-  
taques contre les sociétés nationales,  
d'autre part contre les mandataires  
privés.

### OU VA LE REGIME ALGERIEN

L'équilibre de la bourgeoisie autour  
du bonaparte Boumédiène est com-  
promis. Appuyé par la bourgeoisie  
libérale, soutenu par une campagne  
politique de plusieurs mois, Bouteflika  
conteste le rôle dirigeant de Boumédiène  
et sa politique. Sa nomination à la  
présidence de la 23<sup>ème</sup> session de l'ONU  
lui donne une stature encore plus im-  
portante. Le système bonapartiste est  
mal en point. Boumédiène, quant à lui,  
lance des appels de plus en plus pres-  
sants aux militants du parti... Cela  
prend évidemment un contenu  
grotesque : « Il y aura une révolution  
socialiste en 1975 » ce sera décidé par  
décret.

Pour le 1er novembre 1974  
Boumédiène comptait organiser la  
promotion d'officiers supérieurs (de  
nouveaux colonels...). Il est probable  
qu'à court terme devra cesser cet  
équilibre instable, un affrontement  
clarificateur, ou une réorganisation.  
Est-ce pour le 1<sup>er</sup> novembre ?

# UNE JUSTE REPARTITION DES SACRIFICES ?

Il est rare de voir Lutte Ouvrière traiter de la situation politique dans un pays étranger, en indiquant quelles doivent être les tâches des révolutionnaires sur place. Elle se borne généralement en effet à donner un « point de vue sur l'actualité », observée depuis Paris. C'est pourtant un article d'orientation sur le Portugal que vient de publier Lutte de Classes N° 21, la revue théorique de Lutte Ouvrière. Un article qui mérite d'être lu !

Tout commence par une analyse de l'absence de maturité des conditions subjectives de la révolution au Portugal (il n'y a pas de parti révolutionnaire implanté et les travailleurs ont encore beaucoup d'illusions) :

« Ce qui manque, c'est l'essentiel, la prise de conscience de la classe ouvrière de ses intérêts propres et la concrétisation de cette prise de conscience par l'organisation. Tant que cela n'existe pas, la classe ouvrière portugaise n'est pas plus proche du pouvoir que ne l'a été la classe ouvrière chilienne au temps d'Allende. Tant que cela n'existe pas, elle est aussi peu préparée à une épreuve de force décisive ».

## « LA CLASSE OUVRIERE N'ETAIT PAS PRETE »

Que donne cette philosophie générale rapportée à la situation concrète du Portugal aujourd'hui ? Le PC, au gouvernement avec l'armée, a expliqué aux travailleurs de la TAP ou du Journal du Commerce qu'il était irresponsable de risquer par leurs luttes de compromettre l'unité du peuple et de l'armée. Quelle devait être la position des révolutionnaires ? L.O. la résume ainsi :

« Les risques d'un changement d'attitude de l'armée à l'égard de la classe ouvrière existaient. Et la classe ouvrière n'était pas prête à l'épreuve de force qui aurait pu suivre un tel changement dans l'attitude de l'armée. IL ETAIT DONC NORMAL QUE LES ORGANISATIONS OUVRIERES CHERCHENT A EVITER L'EPREUVE DE FORCE DANS CES CONDITIONS-LA ».

On demeure incrédule. On souhaiterait avoir mal lu ou mal compris. Mais l'auteur prend la peine de mettre les points sur les ! :

« Dans la période de difficultés économiques dans laquelle se trouve le Portugal, marquée par une inflation rapide, par les difficultés créées par la fuite croissante des capitaux, LE RENFORCEMENT DE LA CLASSE OUVRIERE N'IMPLIQUE PAS

UNE ACCENTUATION DES LUTTES SALARIALES OU LA RADICALISATION DES GREVES. Dans la mesure où elle n'est pas encore prête, politiquement et organisationnellement, à prendre la relève du mouvement des capitaines, la classe ouvrière n'a pas intérêt à créer des difficultés à celui-ci et à précipiter l'affrontement avec l'armée. Elle a intérêt au contraire à mener une politique conséquente lui permettant de disloquer cette armée. Cela suppose une politique de Front Unique en direction du Mouvement des Forces Armées ».

Ainsi, les travailleurs portugais n'ont pas à pousser les grèves, ce qui risquerait de les faire se heurter à l'armée. Ils doivent au contraire mettre de l'eau dans leur vin pour retarder l'épreuve de force et en attendant développer une tactique de Front Unique avec le MFA, visant à diviser les forces armées.

Remarquons d'abord (ce n'est pas un détail) que si les marxistes révolutionnaires ont de longue date posé le problème de la division des forces armées pour réduire leur efficacité contre-révolutionnaire, c'est toujours comme le résultat d'un travail révolutionnaire en leur sein, et non comme le produit d'un front unique des organisations ouvrières avec des courants dans l'armée hostiles à un coup d'Etat (contrairement par exemple aux réformistes chiliens qui ont tout misé sur les militaires « anti-golpistes »).

## FORT BIEN !

Mais voyons quelles sont les bases politiques définies par L.O. pour ce front unique proposé à une partie de l'armée pour retarder l'affrontement. Le MFA a, vis à vis de la classe ouvrière, une politique bien précise, que L.O. décrit à juste titre comme la volonté « d'imposer des sacrifices aux travailleurs » non pas « à coups de trique » mais par la persuasion. Alors, comment répondre à cet appel à la sagesse ouvrière au nom de la « reconstruction nationale » ?

Le Mouvement des capitaines « chargé pour l'instant de la direc-



D.R.

« la classe ouvrière n'a pas l'intention de conduire le pays vers la catastrophe économique » (L.O.)

tion du pays, fait appel à la classe ouvrière et à ses organisations, en affirmant que pour sortir de la crise économique actuelle, engendrée par le régime Caetano et aggravée par l'attitude des groupes capitalistes, il est nécessaire de s'atteler au travail dans l'intérêt de tous, sans revendiquer dans l'immédiat des augmentations impossibles à donner ? FORT BIEN (sic). La classe ouvrière n'a pas l'intention de conduire le pays vers la catastrophe économique. Mais EN CONTRE PARTIE (resic), elle exige que ses efforts servent à l'ensemble du pays et pas à une minorité de privilégiés. Elle EXIGE de le vérifier elle-même, par la mise en place, dans chaque usine, dans chaque banque, d'organismes de contrôle ouvrier, par l'obligation, pour chaque patron, de soumettre ses livres de compte aux ouvriers de son entreprise ».

D'accord pour les sacrifices, d'accord pour capituler, mais laissez-nous « exiger » la juste répartition des sacrifices et le contrôle ouvrier. Ce développement, qui offre une image cristalline du menchévisme, n'est pas le fait d'un réformiste égaré dans les rangs de L.O., il est l'expression publique de sa ligne dans sa revue théorique officielle !

## CHOISIR SON CAMP

Pour une organisation française dont l'internationalisme est avant tout littéraire, l'affaire n'a pas de conséquences dramatiques. Mais au Portugal, si des militants révolutionnaires appliquaient la ligne préconisée par L.O., elle les conduirait à une capitulation pure et simple devant le PC et le MFA.

Une chose est en effet de constater à quel point les travailleurs portugais, marqués par des décennies de fascisme, sont encore effectivement remplis d'illusions sur « l'intérêt national » et le rôle des militaires ; et de constater à quel point les forces des marxistes révolutionnaires portugais sont encore limitées. Autre chose est d'en déduire qu'il s'agit pour les travailleurs d'éviter à tout prix le heurt avec les militaires, quitte à courber l'échine.

Sur le terrain, il n'y a en effet de choix qu'entre deux attitudes :

Ou bien soutenir les luttes des travailleurs en refusant la ligne de « reconstruction nationale » et, ce faisant, s'exposer à la dénonciation publique du PCF et à la répression par les militaires. (C'est ce qu'ont fait les

révolutionnaires qui ont joué un rôle dans toute une série de grèves depuis la chute de Caetano). Et en même temps exiger le renvoi des officiers factieux, appeler comme le font les camarades de la LCI à l'organisation de comités de soldats, en impulsant, partout où c'est possible, leur création (perspective qui n'est pas celle du MFA et qui suppose un travail conséquent dans l'armée déjà commencé par le Front des Soldats, Marins et Aviateurs portugais).

Ou bien s'opposer aux grèves parce qu'elles risquent de compromettre la situation économique d'une part, et les liens entre le peuple et l'armée d'autre part, et parce qu'il faut reculer l'épreuve de force. Eviter de la même façon toute dénonciation publique du MFA, tout travail dans l'armée susceptible d'indisposer ses dirigeants.

Entre les deux, il n'y a pas de troisième voie. La logique d'un article comme celui-là qui dénonce les « groupes gauchistes qui oublient que c'est seulement sur les murs de la Sorbonne qu'il est poétique de prendre ses désirs pour la réalité » (sic), sa logique serait de se ranger dans le camp des staliens (tout en critiquant leur position vis à vis de Spinoza) et d'engager une bataille politique contre les « sorbonnards » qui dirigent des grèves aventuristes, en risquant de compromettre irrémédiablement la situation avant que des trotskystes (des vrais !) aient eu tout le temps nécessaire pour construire patiemment un véritable parti ouvrier révolutionnaire...

## DE LISBONNE A PARIS

Cette position sur le Portugal est un révélateur, non seulement de la connaissance approximative que L.O. peut avoir de la réalité portugaise, mais aussi et surtout de l'évolution droitière accélérée de cette organisation.

On ne peut s'empêcher en effet de rapprocher cette position de celle développée par Liévin dans une interview à Politique-Hebdo au lendemain des présidentielles : « Je ne crois pas, disait-il, à un mai 75. Plus encore : je ne le souhaite pas. Une des leçons majeure de mai 68, c'est que la grève générale ne suffit pas, sinon cette grève devient passive et sans issue. Il faut prendre le temps de se préparer, de s'organiser. Et, paradoxalement, un de nos problèmes, c'est que la situation n'évolue pas trop vite ».

En somme, demander aux masses de retarder leur montre, pour qu'elle ne soit pas en avance sur celle du parti révolutionnaire en construction. Voilà qui peut mener loin...

# LES ASSASSINS SONT PARMI NOUS



Depuis plusieurs mois, le bruit courait avec insistance : la Sécurité Militaire chilienne (le S.I.M.) projetait d'étendre ses activités au-delà des frontières chiliennes, dans plusieurs pays d'Amérique latine (en Argentine notamment) ainsi qu'en Europe occidentale.

Il s'agissait pour les tortionnaires de Santiago d'obtenir le plus de renseignements possibles sur l'activité des militants chiliens à l'extérieur et éventuellement d'éliminer certains de leurs porte-parole.

L'assassinat du général Prats à Buenos Aires préparé et mené par des agents du S.I.M. ne doit laisser aucun doute quant à leurs objectifs et leur détermination. Prats n'était pas un porte-parole de la gauche chilienne, mais, vivant, il pouvait devenir un symbole, un facteur de cartellisation pour des éléments hostiles à la politique de la Junte au sein des forces armées. Or, la réussite de l'opération « liquidation de Prats » a donné un nouvel élan aux projets du S.I.M. qui entre temps a préparé plusieurs de ses officiers « d'élite » à ces tâches extérieures.

Cette préparation s'est faite ces derniers mois, de façon intensive, grâce à un encadrement brésilien et nord-américain. Plusieurs cadres de haut rang de la CIA et des services secrets brésiliens ont servi d'instructeurs (8 Américains et une dizaine de Brésiliens, semble-t-il) aux 24 officiers du S.I.M., triés sur le volet, qui vont bientôt quitter le Chili. Outre une formation sur les aspects « techniques » relatifs à leur mission, les différents envoyés du S.I.M. ont reçu une formation « politique » sur les différents pays dans lesquels ils allaient travailler. Cette « formation » a été pour l'essentiel fournie par les Américains et secondairement les Brésiliens pour ce qui est des milieux latino-américains en Europe. Cette « formation » s'est effectuée ces derniers mois dans les locaux de l'Académie militaire de la FACH (aviation) sous le contrôle direct du trop célèbre général Leigh. C'est dire l'importance que la Junte accorde à ces missions !

Pour ce qui est des tâches précises assignées à ceux des officiers affectés à l'Italie et à la France, elles se divisent en

## Chili

trois catégories :

1) S'informer des activités des responsables des différents partis de la gauche chilienne (discours, meetings mais surtout de leurs contacts avec les organisations de gauche et d'extrême-gauche françaises et aussi avec les ambassades des pays de l'Est ainsi surtout que celle de Cuba).

2) Recenser les militants actifs des différentes organisations chiliennes dans les deux pays avec leurs responsabilités et tâches précises.

3) Enfin, et cela apparaît comme la tâche prioritaire au travers des instructions données, mettre à jour les filières de « l'aide à la subversion et au complot anti-national » (sic) ; ce qui veut dire : d'où vient l'argent collecté par les organisations chiliennes, qui le collecte, selon quels canaux, et comment est-il retourné au Chili.

Parmi les autres recommandations de mission, on relève que les « envoyés » doivent le plus possible s'informer de la vie privée des responsables chiliens en Europe pour pouvoir le cas échéant « donner des faits concrets au peuple chilien sur le degré de corruption de ceux qui vrètentent le représenter à l'extérieur » (sic).

Tout cela pourrait apparaître comme assez grotesque, ridicule et finalement dérisoire, s'il ne s'agissait du Chili et de la Junte chilienne. Mais l'assassinat de Prats doit donner à réfléchir... notamment aux militants du mouvement de solidarité avec le Chili. Leur responsabilité dans leurs contacts avec les camarades chiliens et vis à vis de ces camarades est fondamentale.

Mais un autre élément, bien que non explicite, transparait dans ce matériel dont le contenu nous a été communiqué. C'est le rôle actif de la CIA,

des services brésiliens et probablement aussi argentins dans l'affaire. Les officiers chiliens en question ont été formés par des « techniciens » US et brésiliens. C'est une chose. Elle ne nous étonnera pas. Mais, au-delà de la formation, il apparaît bel et bien que les Chiliens ne vont finalement être que des auxiliaires de la CIA qui leur a déjà fourni les informations nécessaires à leur travail et qui leur donnera en France et en Italie l'indispensable logistique pour tenter de mener à bien leurs missions. Sinon, quelle efficacité auraient ces quelques envoyés ?

Pour ce qui est de la France, par exemple, les informations préalables transmises aux officiers chiliens — sous le titre pompeux de « formation politique » — sont typiquement des rapports de flics traduits en espagnol. Le factuel et l'idiot s'y entre-mêlent souvent. On y lit, et c'est intéressant tout de même, les noms de Astre, M. Bridier, A. Krivine, J.-P. Beauvais, A. Joxe, I. Josua au chapitre « Liens entre la gauche révolutionnaire française et extrémistes chiliens ». On y lit également que « la solidarité avec le Chili, si elle a pris une telle importance en France, c'est parce qu'elle a servi d'exutoire à une gauche révolutionnaire en déclin et sans véritables perspectives » (sic).

Une question se pose, à laquelle il faudra bien apporter une réponse. Ces rapports de flic traduits en espagnol l'ont-ils été de l'anglais ou du français ? N'est-ce pas là une des facettes de la politique de coopération (nouvelle ?) de la France « telle qu'elle est, dans le monde tel qu'il est » ? A suivre...

ROUGE

## CARMEN CASTILLO LIBEREE!

La Junte chilienne vient de libérer Carmen Castillo, militante du MIR, qui avait été blessée et arrêtée lors de l'engagement où Miguel Enriquez a trouvé la mort.

Une campagne de solidarité s'était développée à l'échelle internationale, très large, avec pétitions, télégrammes d'organisations politiques et de personnalités et actions de groupes féministes. Une fois de plus, l'efficacité du mouvement de solidarité a été prouvée.

Mais ne nous y trompons pas. Pinochet a accepté de libérer Carmen Castillo pour « préserver » son image de marque et que celle-ci aurait pu souffrir de la détention d'une femme enceinte de sept mois. C'est sur un ventre que s'apitoyaient les ministres bourgeois comme Giroud quand ils écrivaient à Pinochet d'épargner une future mère...

La Junte a été victime de l'image qu'elle et ses pareils contribuent à im-

poser des femmes : des mères dévouées à la reproduction et que l'on respecte en tant que telles. C'est à ce rôle qu'on été renvoyées les travailleuses du Chili, les ménagères qui, pendant le gouvernement d'Unité populaire avaient commencé à participer à la vie politique et sociale, dans les grèves, les comités de contrôle des prix. Le fascisme, c'est aussi pour les femmes la grande nuit de l'oppression qui s'apaisant.

Notre solidarité à Carmen Castillo ne s'adressait pas à la mère en elle, mais à la militante qui a su combattre le fascisme les armes à la main et rompre avec le rôle traditionnel dévolu aux femmes.

Carmen est libérée. D'autres restent emprisonnés ; pour eux, les campagnes de solidarité doivent continuer.

Frédérique.

### COMMUNIQUE DE PRESSE

#### LA LCR-ETA(VI) DEMENT CERTAINES INFORMATIONS

■ Récemment, certains journaux européens, reprenant des informations de la presse espagnole directement obtenues de la BPS (Brigade Politique Sociale), ont publié des informations qui se réfèrent à l'arrestation présumée de membres de notre direction d'une part, à la saisie de matériel d'impression de « Combate » (notre organe central) d'autre part.

Ces deux informations sont totalement fausses : elles n'ont rien à voir avec la réalité. La meilleure preuve de ceci est que notre organisation continue à réaliser normalement son activité politique et à publier régulièrement ses publications (au moment même où cette information est parue dans les journaux, nous publions une feuille sur la lutte des prisonniers politiques, publiée simultanément en France par les camarades du FCR).

Cette déformation des informations s'inscrit dans une campagne de persécution et de discrédit de notre organisation, intensifiée à partir du moment de la fusion LCR-ETA(VI).

Cette campagne contre la LCR-ETA(VI) est passée par la tentative de nous attribuer des actions avec lesquelles nous n'avons absolument rien à voir et de nous lier à d'autres organisations dont nous sommes séparés par de profondes divergences de tous ordres, bien que nous les défendions inconditionnellement face à la répression franquiste, comme l'ETA(V), le MIL, le FRAP, etc.

Le plus scandaleux est l'essai de la police politique elle-même de nous attribuer la préparation d'un plan de fuite de 10 prisonniers politiques de la prison de Ségovie. Nous saluons, approuvons et appuyons toute initiative pour sauver des militants des geôles franquistes. S'il est certain que c'est là notre position politique, il est néanmoins certain qu'il n'y avait aucun plan concret en rapport avec la prison de Ségovie.

Mais cette campagne n'est pas gratuite. Elle prépare, sans aucun doute, une intensification de la répression, sur notre organisation et aussi contre d'autres groupes politiques. Pour ceci, il nous faut redoubler nos efforts pour nous opposer — dans l'Etat espagnol et internationalement — à la dictature franquiste.

Tous unis contre la répression !

# OU EN EST LA REVOLUTION GUINEENNE ?

Invités dans un groupe de militants ayant participé au soutien aux mouvements de libération, trois camarades du FCR se sont rendus en septembre en Guinée Bissau à l'occasion de la proclamation de l'indépendance. L'un d'entre eux fait ici le point sur une série de questions.

L'état dans lequel les Portugais ont laissé le pays est catastrophique. Il y a par exemple un besoin criant de médecins. Avant l'indépendance, l'infrastructure médicale était fournie par l'armée portugaise. Aujourd'hui, il va être très difficile pour le PAIGC de les remplacer.

Il en est de même pour le téléphone, la radio, etc.

La reconstruction économique va être rendue plus difficile par l'état du réseau routier dont la construction, entreprise en 66 avait été arrêtée à cause de l'intensification de la guérilla.

Les militants du PAIGC affirment que la reconstruction sera une bataille plus dure à mener que la lutte armée, et basée sur des choix politiques préalables. Une déclaration a été faite

dans ce sens par Pedro Pires (référence au thème neutraliste de N'Krumah dans les années 60, avant d'être renversé par un putsch en 66).

## LES CONCEPTIONS GENERALES DU PARTI

La formation sociale guinéenne et l'absence de forces productives déterminent la ligne politique du parti. Pour la Guinée, il serait utopique de parler de socialisme avant que le pays ait atteint un développement économique minimum.

Toutefois, la faiblesse quantitative du prolétariat face à la masse paysanne ne suffit pas pour affirmer que la lutte des classes est secondaire. L'introduction de la monnaie risque de favoriser l'apparition de cumulards. Les

propriétaires terriens métisses, les Portugais qui restent, les commerçants libanais, la petite-bourgeoisie de Bissau et Bofata, le lumpen qui vivait aux crochets de l'armée portugaise sont-ils dans le camp des exploités ? Or le PAIGC joue la carte de la conciliation du peuple tout entier, au nom de « l'étape de l'indépendance ».

Au cours de nos discussions avec des militants du PAIGC, nous avons pu observer une confiance sentimentale envers les directions car « elles ne feront pas de compromis ». Notre but n'est pas de juger de l'honnêteté d'une direction qui a prouvé, à travers 15 ans de lutte, son courage militant, mais de faire comprendre que face aux investissements étrangers, le PAIGC devra jouer très serré. Le suivisme n'est généralement pas un ciment solide pour un parti. D'ailleurs, il ne faut pas présumer de l'homogénéité du PAIGC dont Cabral disait qu'il était plutôt un mouvement qu'un parti.

A propos de l'Unité africaine. Le PAIGC devra aussi faire une chose : — soit un soutien clair aux mouvements révolutionnaires ;

— soit un penchant de plus en plus important vers les conceptions petites-bourgeoises de la solidarité panafricaine, ce qui risquerait de donner une intégration de la Guinée Bissau à la Banque Afrique de Développement.

Dans le cas d'une crise révolutionnaire au Sénégal, le PAIGC devra choisir entre la bourgeoisie africaine et les masses (1). Aujourd'hui, le PAIGC n'a pas encore répondu à ces questions.

## OU EN EST

### LA REVOLUTION GUINEENNE ?

Premier problème à régler pour le PAIGC : s'implanter dans les centres urbains. Dans certains d'entre eux se trouvent les membres des ex-milices africaines (supplétifs), que feront-ils ? Aujourd'hui la population urbaine est dans l'expectative. Mais c'est là que se trouvent les principales bases sociales de tout projet réactionnaire.

Le PAIGC penche actuellement pour un Etat nationaliste de gauche. Mais une multitude de contradictions vont peser sur ce mouvement hétérogène. La trajectoire que va suivre le nouvel Etat dépendra du rapport de forces entre les éléments favorables au bien-être d'une petite-bourgeoisie bureaucratique et les éléments conscients de l'impasse actuelle qui choisiraient la mobilisation des masses sur des bases anti-capitalistes.

C'est un long chemin qui commence.

L'accueil du PAIGC a été très fraternel. Les militants du PAIGC n'ont jamais ménagé leurs efforts pour nous guider, nous aider, nous transporter. C'est ainsi, disent-ils, qu'ils remercient tous ceux qui ont organisé le soutien à leur lutte de libération à travers le monde.

Nous avons pu ainsi accéder à leurs bases extérieures de Ziguinchor (Sénégal) et de Koundara (Guinée Conakry). Nous avons pu assister à la passation des pouvoirs entre Portugais et PAIGC à Farim. Nous avons eu tous les moyens d'étudier la situation dans les deux principales villes Bissau et Bofata. Nous avons enfin pu rencontrer Luis Cabral et d'autres dirigeants du parti au Boé oriental, région vidée de sa population par la guerre et où le PAIGC cherche aujourd'hui à recréer une vie économique et à réimplanter des paysans. C'est là, en pleine brousse, à deux heures de voiture du premier village, qu'ont été construits le « ministerio » et le camp de jeunesse Amílcar Cabral. C'est là que se sont déroulées les fêtes du 24 septembre où ambassadeurs endimanchés, sous la pluie et dans la boue, ont eu un petit échantillon des conditions dans lesquelles le PAIGC a mené 15 ans de lutte armée. Aujourd'hui, la Guinée est indépendante et l'archipel du Cap Vert est, sur le papier, en voie de le devenir aussi.

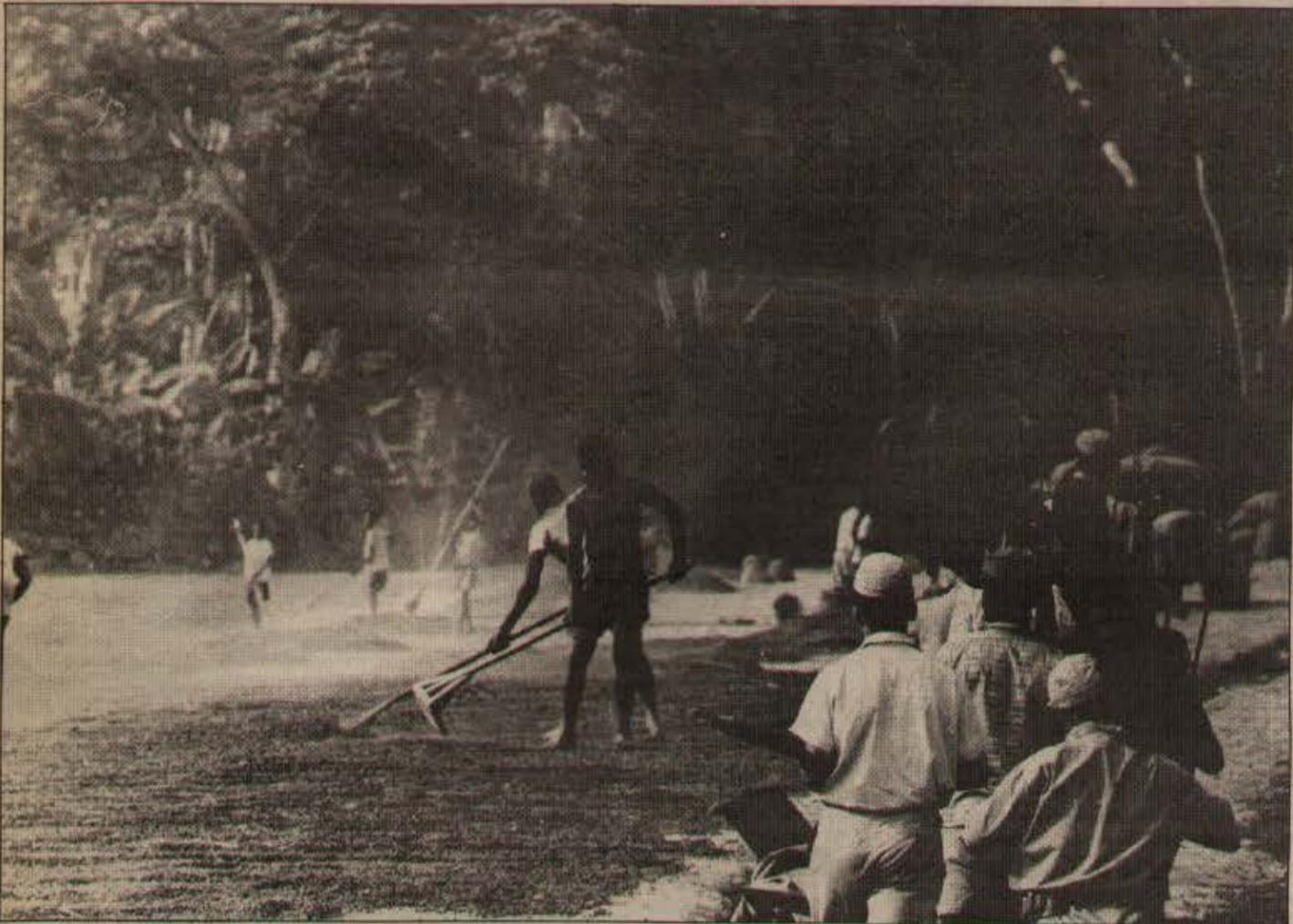
Militants marxistes révolutionnaires, nous avons soutenu la lutte du PAIGC contre le colonialisme. Aujourd'hui, l'Etat guinéen anti-impérialiste doit être étudié en rapport avec les intérêts globaux de la révolution africaine et en fonction de l'alternative politique qui s'offre aux choix du PAIGC : socialisme ou néo-colonialisme.

Toute démarche sentimentale, toute contemplation béate auraient l'inconvénient de faire croire que l'indépendance telle que Spínola l'a finalement acceptée est la garantie contre toute réaction néo-coloniale.

C'est notre devoir de militants de la IVème Internationale, préoccupés par les intérêts généraux du mouvement révolutionnaire africain, d'étudier ces questions sans concession.

C.G.

(1) Le 4 octobre, Luis Cabral écrivait à Houphouët Boigny pour souhaiter une « coopération active avec la Côte d'Ivoire. Est-ce vraiment le terme à employer vis à vis de ce maillon fort du néo-colonialisme ?



## HONGRIE

### BAS LES PATTES DEVANT LA GAUCHE HONGROISE !

Le sociologue Gyorgy Konrad vient d'être arrêté par la police de Budapest. Depuis un an, la répression ne cesse de s'intensifier en Hongrie : interdiction de colloques de sociologie, condamnation de Miklos Hraszty à 8 mois de prison avec sursis, menaces sur son entourage, perquisitions et filatures se multiplient. Hraszty est le symbole de la radicalisation intellectuelle croissante en Hongrie : il fut l'organisateur de Comités Vietnam dont les mots d'ordre radicaux ont amené les bureaucrates à imposer leur dissolution ; exclu de la Jeunesse Communiste et de l'Université, il organise un groupe d'étude sur Lénine et le socialisme. La police tente à plusieurs reprises d'en saisir les manuscrits. Hraszty s'embauche alors dans une usine de construction, il en tirera un livre, « Le salaire aux pièces », recueil de témoignages sur la condition ouvrière, accablant pour le régime. Le livre fut interdit, l'auteur arrêté, la mobilisation des intellectuels put empêcher la prison ferme.

La radicalisation des intellectuels est déterminante dans la mesure où la classe ouvrière est encore apathique, traumatisée par l'écrasement de 56, repliée sur elle-même (la recrudescence de l'alcoolisme en est une des expressions les plus tragiques). Les manifestations qui ont eu lieu l'an dernier à Budapest ont regroupé jusqu'à 2000 personnes, lycéens, étudiants et une partie non négligeable de jeunes travailleurs radicalisés par les Maisons de la Culture. Les mots d'ordre venaient directement de mai 68 à Paris (« Ce n'est qu'un début... »).

Les premiers pas de cette opposition sont décisifs, la crise allant s'accroissant, il est vital que notre soutien aille dans le sens d'une popularisation des dernières luttes : mobilisation pour Hraszty, mobilisation contre la mise en place d'une législation anti-avortement.

Liberté pour Konrad !  
Cessation des persécutions contre la gauche hongroise !  
Novembre 56 refleurira !

28 octobre 74  
Z.RICHTER  
E.CAMPAES

## MADAGASCAR : LA REPRESSION CONTINUE A FRAPPER LE MFM

Pour « diffusion de fausses nouvelles... de nature à ébranler la confiance du public dans la Justice en général et l'Administration Pénitentiaire en particulier », le MFM, principale force d'extrême-gauche malgache, vient d'être lourdement condamné par le régime militaire de Ramanantsoa : un million de FMG d'amende et la suspension de son journal, Andy.

Le bureau politique du MFM a dénoncé dans un communiqué cette mesure prise par un gouvernement néo-colonial, qui — rappelons-le — est cautionné par les réformistes :

« N'attendant aucune complaisance du tribunal de classe, le MFM n'est nullement surpris de la condamnation de son journal et du directeur de publication.

L'article incriminé n'est que la poursuite d'une lutte engagée contre la répression bourgeoise depuis un an. A une lettre du MFM en date du 29 septembre 73, proposant un dialogue avec le gouvernement dans ce sens, le Ministre de la Justice avait signifié que les transformations proposées en concertation avec les parents des détenus étaient inacceptables par le

gouvernement.

Pour la première fois, le régime du gouvernement Ramanantsoa a suspendu la parution d'un journal, porte-parole officiel d'un parti, le MFM dans le cas présent.

La condamnation à 1 million de FMG d'amende pour affaire de presse remonte à la jurisprudence coloniale d'avant 1960.

Le bureau politique du MFM appelle les militants et le peuple à la vigilance contre les dupes du régime de dialogue et la fascisation du gouvernement en place ».

## USA : INES GARCIA

Inés Garcia, une jeune femme chicana s'est faite violer aux USA, elle est allée tuer l'un de ses agresseurs, 5 ans de prison pour un acte qui relève en fait de la légitime défense. Il est vrai que le corps d'une femme ne lui appartient jamais tout à fait...! Des manifestations de soutien émanant d'organisations féministes ont eu lieu aux USA. En France, des femmes des groupes « Pétroleuses » et des Féministes révolutionnaires ont investi le siège du N.Y. Herald Tribune pour y imposer la publication d'un communiqué.

# TENDANCE 1

# UNION DE LA GAUCHE: OU SONT LES DIVERGENCES?



Notre congrès tourne autour de 4 questions :

— qu'est-ce que la classe ouvrière aujourd'hui ?

— comment réformistes et stalinien organisent-ils la classe ouvrière ?

— quels sont les niveaux de conscience politique des travailleurs les plus avancés ?

— quel travail de masse devons-nous faire pour gagner le « cœur » de la classe ouvrière aux positions de la IV<sup>e</sup> Internationale ?

La tendance 1 a pris l'initiative du débat il y a quatre mois pour forcer l'organisation à faire le tournant, la mutation nécessaire pour — enfin — s'orienter et progresser vers la classe ouvrière — seule classe révolutionnaire.

Dans le débat, la tendance 1 est amenée à combattre politiquement les pressions centristes mais aussi les pressions sociales qui s'exercent dans nos rangs.

Car sous une forme ou une autre, soit par une définition confuse de la classe ouvrière (transformée en un prolétariat large) soit par une remise en cause des traditions trotskystes de lutte contre le stalinisme, soit par une sous-estimation de l'imprégnation de la classe ouvrière par le réformisme et le stalinisme, soit par une pratique sectaire qui renoncerait à s'adresser aux travailleurs combattifs, voire à des fractions des masses pour s'adapter aux éléments confusément politisés ; dans chacun des cas, ce sont nos rapports avec la classe ouvrière qui sont en jeu.

Mais la pire des erreurs, c'est celle qui consiste à se méprendre sur la politique des directions ouvrières réformistes et staliniennes au point de faire l'économie de la dénonciation de la collaboration de classe, l'économie de la propagande et de l'agitation pour l'indépendance, l'autonomie et l'unité de la classe.

Le débat n'est pas sémantique. Derrière le conflit de définitions : alternative réformiste « globale » (tendances 2 et 3), contre « coalition de collaboration de classe » (tendance 1) il y a deux logiques différentes d'analyse.

La réalité nous prouve chaque jour combien le fond de l'analyse de la majorité de la Ligue communiste au III<sup>e</sup> congrès était fautive sur l'union de la gauche. Il n'y aura de cesse avant que les choses ne soient claires.

## HISTOIRE D'UN DEBAT : L'ERREUR DU 3<sup>e</sup> CONGRES

Nous l'avons déjà dit, l'erreur de la majorité du troisième congrès de l'ex-Ligue, c'est d'avoir surestimé le poids du PCF (c'est le PCF qui aurait donné à l'UG son caractère de classe), de ne pas avoir vu que le terrain (électoral et parlementaire) sur lequel le PCF construisait l'alliance donnerait inévitablement l'avantage à ses partenaires, même si ceux-ci n'étaient à ce moment là que des groupuscules (« le PS est réduit à néant » disait la majorité). La deuxième erreur c'est d'avoir considéré le programme commun comme un programme anti-capitaliste (« Ce que le PS a accepté sur le

plan économique, politique et social suffit à lui aliéner toutes les fractions de la classe dominante », écrivait un camarade majoritaire), ce qui nous amenait à dire qu'il était incohérent (il ne se serait pas donné les moyens de ses fins), alors qu'il n'était qu'un programme bourgeois de gestion loyale du capitalisme.

Enfin, et c'est l'erreur la plus grave, la majorité disait que l'UG « s'inscrivait » dans une « dynamique, classe contre classe », ce qui justifiait de voter globalement pour l'UG, radicaux de gauche compris.

Une minorité de camarade expliquait déjà à ce troisième congrès que la contradiction passait entre la dynamique de classe, la montée révolutionnaire (que toute l'Europe connaît) et la farce électorale, l'accord de collaboration de classes passée par le PCF, que l'UG ne stimulait pas une dynamique classe contre classe, mais avait pour but de dévoyer cette dynamique afin de tenter de la casser.

Aujourd'hui, les camarades de la tendance 2 ont fondamentalement gardé l'analyse de la majorité du 3<sup>e</sup> congrès.

## UN EXEMPLE OUBLIE : LE FRONT POPULAIRE DE 36 !

Une des raisons qui empêcherait l'UG de se transformer de coalition, en collaboration, de classes (c'est un projet des réformistes disent la T 2 et la T 3, mais il est irréalisable), serait l'existence d'une « polarisation » de classe. S'il est exact que la montée ouvrière est l'élément déterminant de la période, il est erroné de croire que la polarisation de classe qui en résulte se reflète mécaniquement au niveau politique. L'histoire montre (36 entre autres, mais aussi le Chili) que plus les masses se radicalisent, plus elles vont à gauche, plus leurs directions vont à droite, s'alliant avec des secteurs de la bourgeoisie. C'est une erreur de croire que « sous la pression des masses » les directions réformistes mèneront un combat classe contre classe. C'est une erreur de croire que la bourgeoisie ne fera pas appel à ces directions, bien au contraire.

Ainsi, au Chili, c'est quand la « polarisation » de classe a atteint une intensité extrême (auto-organisation, etc.) qu'Allende a ouvert les portes du gouvernement aux militaires élargissant encore la coalition de collaboration de classes.

Les camarades de la T 2 appliquent mécaniquement une analyse de juin 36 à la situation actuelle. Certes il est vrai que toute alliance de partis ouvriers, même si des partis bourgeois s'y ajoutent, développe un processus contradictoire :

1) La propagande développée « Nous gagnerons en élargissant encore les alliances, donc ne vous mobilisez pas, pour ne pas effrayer les couches moyennes, etc. », du fait de l'hégémonie politique des réformistes tend à développer dans les masses une dynamique de collaboration de classes. Cette dynamique de collaboration de classes ne se développe pas seulement au niveau « politique » comme le croient la T 2 et la T 3

mais dans la conscience des masses influencées par le réformisme, donc au niveau politique et social. La division opérée par la T 2 et la T 3 entre la dynamique de collaboration de classes au niveau politique et dynamique de classe au niveau social est absurde et inopérante.

2) L'unité des partis et organisations ouvrières renforce la confiance de la classe ouvrière en elle-même et favorise donc ses mobilisations. Ainsi au moment du front populaire, on a :

— une alliance (le front populaire) qui se noue comme résultat de manifestations de masse convergentes depuis 1934.

— la fusion syndicale de 1935.

— l'unité PS-PC (c'est l'unité retrouvée des deux grands partis ouvriers : la scission ne date que de 1920 et est encore dans la tête de tous les travailleurs).

Avec la signature du programme commun que se passe-t-il ?

— la polémique CGT-CFDT sur l'affaire LIP (et l'accord signé fin juin ne développe pas « l'enthousiasme » de la classe comme le disait fort justement Rouge).

— l'unité PS-PC alors que la présence du PS dans les entreprises n'est pas comparable à celle de 1936.

— l'alliance (l'union de la gauche) n'est pas le résultat de mai 68, elle s'est faite contre mai 68 et s'oppose à toute mobilisation de rue, et toute mobilisation unitaire, en profondeur de la classe, se heurtera à l'Union de la gauche, à ses alliances, à sa politique.

Tous les éléments sont inversés, favorisant ainsi, à contrario, la dynamique de collaboration de classe qui a pour but de dévoyer la dynamique de classe, la montée ouvrière, qui n'est pas une spécificité française, mais que connaît toute l'Europe.

## UN AUTRE EXEMPLE OUBLIE : LE CHILI !

Les camarades de la T 2 dans un de leurs textes de référence, expliquent que l'UP chilienne a changé de nature avec l'entrée des militaires au gouvernement, que ce n'est qu'à partir de là que l'UP devient une coalition de collaboration de classes, (elle n'en aurait été que le projet avant). C'est le résultat d'une analyse très superficielle. La collaboration de classes était instituée bien avant l'entrée des militaires ; elle a pris la forme des négociations permanentes avec la Démocratie chrétienne (où cette dernière avait l'initiative) et qui a fait qu'aucune mesure ne fut prise sans son avis (exemple : le seuil de nationalisation).

En fait, dès que réformistes et stalinien acceptèrent le cadre de l'Etat bourgeois, la collaboration de classes n'était plus un projet mais une réalité institutionnalisée par l'intermédiaire de cet appareil d'Etat (collaboration avec les institutions : police, armée, etc.)

Cela signifie que dès le début, (et pas seulement avec l'entrée des militaires au gouvernement !) il fallait dénoncer la collaboration entre les directions ouvrières

et la bourgeoisie. Cela pouvait se concrétiser dans un premier temps par le mot d'ordre « rompez les négociations avec la Démocratie chrétienne », puis dans un deuxième temps « dehors les ministres bourgeois et militaires ».

Evidemment, les révolutionnaires ne devaient pas se contenter de ce seul mot d'ordre : il doit être proposé et illustré en permanence dans la pratique quotidienne : c'est la bataille pour l'autonomie de la classe sur l'ensemble du programme communiste, du programme de transition. C'est refuser les contrats de progrès, la cogestion, toutes les formes de collaboration de classe dans les syndicats, par exemple.

## QUEL PROGRAMME !

Si dire « dehors les radicaux de gauche » était insuffisant, ce n'est pas parce que ceux-ci ne représenteraient pas des secteurs non significatifs de la bourgeoisie (à partir de quand un secteur est-il significatif ?), mais parce qu'ils ne sont pas suffisamment significatifs de l'alliance avec la bourgeoisie, aux yeux des travailleurs après 15 ans de régime bonapartiste, mais avec l'entrée de certains gaullistes dans l'Union de la gauche, avec les appels du PC à l'Union nationale, la politique de collaboration de classe des stalinien et des réformistes peut être plus clairement démontrée. En France, l'hypothèse la plus probable est que la collaboration de classes prendra la forme de ministres bourgeois dans le gouvernement : ainsi la présence de Charbonnel au gouvernement était déjà prévue entre les deux tours des élections. Nous pouvons donc avancer comme mot d'ordre : « Cessez de subordonner l'action des travailleurs à l'élargissement des alliances avec la bourgeoisie », « gouvernement des organisations ouvrières sans ministres bourgeois ».

## L'UNION DE LA GAUCHE : LA DERNIERE CARTE ?

L'UG n'est pas la dernière carte de la bourgeoisie. Des fractions de celle-ci ont compris que si on faisait appel trop tard aux réformistes et aux stalinien, alors, ceux-ci seraient incapables de canaliser la montée ouvrière, de l'étouffer dans le carcan réformiste. Ces fractions minoritaires ont dès le début choisi l'Union de la gauche, soutenu l'Union de la gauche, comme en Italie elles soutiennent le compromis historique proposé par le PCI.

La poursuite (qui s'accélère après mai 68) de la restructuration de l'économie française et son interpénétration avec le capital européen, pousse aussi des fractions de la bourgeoisie, lésées dans ce processus à soutenir l'Union de la gauche qui tentera de freiner cette restructuration au nom de l'indépendance nationale et des intérêts des PME.

Toutes les bases objectives existent, pour dire que l'Union de la gauche est une coalition de collaboration de classes et pas seulement un projet de collaboration de classes.

## TENDANCE 2

# « GAGNER L'HEGEMONIE SUR L'AVANT-GARDE LARGE »

## OUI MAIS COMMENT?

Le document européen du X<sup>e</sup> congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale fixe comme but aux sections nationales de « gagner l'hégémonie sur l'avant-garde large à caractère de masse ». Ce jargon peut paraître barbare au lecteur !

### QU'APPELONS-NOUS L'AVANT-GARDE LARGE ? »

Dans toute période de montée prolongée de la lutte des classes naît et se développe une couche de militants qui rompent empiriquement avec le réformisme sans adopter directement des positions marxistes révolutionnaires en raison même de la faiblesse du parti révolutionnaire. Ces militants de l'avant-garde large se manifestent par leur rupture durable avec la pratique des bureaucrates réformistes et leur capacité d'initiative autonome. Mais leur rupture politique avec le réformisme est partielle, confuse, oscillant entre des positions opportunistes ou ultra-gauche, entre le syndicalisme de gauche et l'anti-syndicalisme, entre le vote Mitterrand au 1<sup>er</sup> tour et le boycott électoral systématique, entre l'économisme ne se préoccupant que de la lutte revendicative contre le patron et la volonté de « changer la vie » tout de suite.

Ceci dit, il est bien évident que les conditions de radicalisation de cette avant-garde large sont variables en fonction des différentes couches sociales et des modifications de la situation politique.

### L'EMERGENCE DE L'AVANT-GARDE OUVRIERE LARGE

Ainsi, le processus d'émergence de l'avant-garde ouvrière large est bien différent des conditions de développement de l'avant-garde étudiante, d'une part parce qu'il ne se fait pas principalement sur le terrain de la contestation idéologique, d'autre part, parce que, contrairement aux étudiants, les masses ouvrières sont organisées dans les syndicats dirigés par les réformistes.

En fait, le développement de l'avant-garde ouvrière large est le résultat d'un triple processus :

- le développement de la crise sociale globale remettant en cause les valeurs bourgeoises, crise particulièrement sensible pour les jeunes ouvriers et les jeunes apprentis et pour les couches « intellectuelles » du prolétariat hautement qualifié.

- La révolte des couches les plus opprimées - immigrés, femmes, jeunes d'origine rurale - s'exprimant par des explosions contre leurs conditions de

travail, débordant le carcan réformiste sans pour autant déboucher sur une prise de conscience parallèle au degré de combativité.

- Le dégagement au cours de multiples luttes, de travailleurs combattifs refusant le blocage systématique des bureaucrates qu'il s'agisse des trahisons spectaculaires comme lors des grèves du métro, de la SNCF de Renault, ou des obstacles rencontrés à la base lors des multiples luttes locales d'ateliers, de catégories, de services, notamment sur les problèmes de classification et conditions de travail.

Ainsi la naissance et le développement de cette avant-garde large est le résultat d'un processus différencié affectant l'ensemble de la classe ouvrière avec des rythmes encore inégaux.

### UNE DOUBLE DIFFERENCIATION

Pour notre intervention, nous devons tenir compte d'une double différenciation : la différenciation entre la radicalisation des masses et la radicalisation de l'avant-garde large, la différenciation entre les différentes couches de l'avant-garde large.

**La différenciation entre la radicalisation des masses et la radicalisation de l'avant-garde large.**

Par notre travail de masse, nous devons à la fois trouver avec cette avant-garde large, le chemin des masses, c'est-à-dire chercher à disputer les masses à l'emprise réformiste, et répondre aux exigences politiques de cette avant-garde large face à la nouvelle situation. Cela veut dire par exemple, dans le syndicat, fixer comme objectif la construction d'une tendance syndicale susceptible de gagner les travailleurs combattifs insatisfaits par la pratique des bureaucrates, mais aussi ne pas se contenter d'une réponse au niveau des luttes et offrir parallèlement une réponse au problème du débouché politique pour ces luttes. Cela veut dire par exemple, dans les comités Chili, lutter à la fois pour l'unité d'action avec les réformistes, mais aussi tirer la leçon de l'échec de l'Unité populaire.

Aujourd'hui de nombreux terrains de radicalisation se développent en liaison avec la crise sociale, particulièrement sur la remise en cause de la vie quotidienne. Pour autant, nous devons bien comprendre que l'intériorisation des rapports bourgeois depuis l'enfance, est telle, que les larges masses ne peuvent les remettre en cause qu'à l'occasion d'une rupture dans leur vie quotidienne. Or, cette rupture n'est possible à une échelle de masse que lorsque cesse temporairement les conditions de l'exploitation, c'est-à-dire lors d'une grève

de masse active, comme on l'a vu à Lip ou au cours de la lutte contre les licenciements s'est forgée la « communauté » des Lips. C'est donc à partir de la lutte contre l'exploitation que les masses peuvent en venir à remettre en cause l'ensemble des rapports sociaux bourgeois entre dirigeants et dirigés, entre hommes et femmes... La conclusion que nous devons en tirer n'est pas seulement comme le dit la tendance III qu'il faut intervenir sur tous les terrains de la radicalisation, mais aussi que tous ces terrains ne sont pas équivalents. Si dans l'entreprise il faut créer des groupes femmes, des comités MLAC, des comités armée, etc..., le travail principal est le travail communiste dans les syndicats, les autres activités devant s'articuler autour de ce travail.

### La différenciation de la radicalisation au sein de l'avant-garde large

Certains camarades idéalisent cette avant-garde large au point d'en faire un véritable substitut à la construction du parti, comme si cette avant-garde large avait une rupture stratégique consciente avec le réformisme et n'en subissait pas les conséquences. Dans la dernière tribune de la tendance III, on peut lire : « Nos critères de priorité d'implantation doivent rechercher les nouveaux bastions qui se forment hors de l'emprise des directions bureaucratiques ». Nous ne connaissons pas ces bastions échappant à l'emprise bureaucratique, à moins de penser que la CFDT n'est pas victime de cette emprise !

Cette surestimation de l'avant-garde large et de son homogénéité politique, peut déboucher naturellement sur l'idée de rassembler les différentes composantes de l'avant-garde-large dans des comités où chacune de ses composantes apporterait sa préoccupation, qui revendicative, qui idéologique, qui sur le syndicat, qui sur la politique, qui sur la vie quotidienne, etc. Le tout débouchant sur un dépassement synthétique ! En fait, une telle démarche ne déboucherait que sur la confusion et la coupure avec les masses. Nous ne pensons même pas que l'on puisse organiser durablement l'avant-garde jeune, lycéenne et pré-ouvrière, dans la même organisation. Ce serait de fait mettre la dernière à la remorque de la première sans tenir compte des différenciations sociales et culturelles, sans tenir compte de la nature différente de l'institution scolaire entre les lycées et les CET, même si un certain nombre de thèmes de radicalisation contre l'ordre moral sont communs à toute la jeunesse.

### NOTRE CIBLE PRIVILEGEE

Si l'on tient compte de cette double différenciation, on ne peut pas mettre alors sur le même pied les différentes couches de l'avant-garde large. Au sein même de l'avant-garde ouvrière, les militants les plus décisifs pour la construction du parti révolutionnaire sont représentés par cette couche de jeunes militants syndicaux qui depuis 1968 s'imposent de plus en plus comme les dirigeants naturels des luttes. Ces militants doivent être le socle du parti ouvrier révolutionnaire. C'est eux qui nous permettront de gagner les militants plus vieux, véritables cadres organisateurs, qui nous demandent de faire nos preuves avant de s'engager dans nos rangs. C'est eux qui montreront aux jeunes ouvriers la voie de la lutte de masse, qui nous permettront de combattre non seulement par notre programme mais dans la pratique, toutes les déviations populistes, ultra-gauches, ouvriéristes, néo-réformistes, auxquelles sont particulièrement sensibles les couches non ouvrières ou en voie de prolétarianisation. C'est eux qui pourront intégrer dans leur pratique de masse l'ensemble des données de la crise sociale.

Or, ce que ne comprend pas la tendance III, c'est que ces jeunes dirigeants naturels des luttes apparaissent non seulement dans la CFDT, mais aussi dans la CGT, et que l'évolution actuelle des confédérés, la poursuite du processus de montée des luttes ouvrières, ne pourra qu'accroître ce phénomène au sein de la CGT elle-même.

Il est faux de croire que les maillons faibles du stalinisme sont seulement les entreprises où la CGT est faible. Il suffit de rappeler les débordements même limités des bureaucrates, à Renault, à la SNCF, à l'Alsthom ... pour voir que la crise du stalinisme est à l'oeuvre au sein même des bastions CGT.

En fait, pour notre implantation, nous devons viser le cœur de la classe ouvrière, c'est-à-dire les entreprises de pointe (productives ou non), à forte concentration ouvrière, et ayant une tradition de lutte et d'organisation. De ce point de vue, les P et T (où la CGT est majoritaire) font partie du centre comme la Saviem, la Rodiaceta, la SNCF, Peugeot et Billancourt, etc ...

Nous donner comme axe prioritaire la périphérie de la classe ouvrière : les petites entreprises, la santé, les banques, les assurances et les ministères ... choisir de fait la CFDT au nom de la facilité, c'est ne pas comprendre le processus d'émergence de l'avant-garde ouvrière large. C'est remplacer la jeunesse scolarisée par « la périphérie interne » de la classe ouvrière. C'est se désarmer pour nos tâches.

# DEPUIS DRAGUIGNAN



photo GAMMA

le mouvement ne piétine pas il est toujours à l'offensive. Mais il cherche de nouveaux débouchés.

La manifestation de Draguignan a suscité un enthousiasme et un espoir immenses parmi le contingent. Elle lui est apparue comme le symbole de sa propre combativité et de sa force. Cette approbation sans réserve de la masse des bidasses à l'action de ceux de Draguignan s'est manifestée d'une façon suffisamment claire pour que le gouvernement recule devant une répression exemplaire des prétendus meneurs et préfère se tourner vers des boucs émissaires moins « voyants ».

Pour autant, la manif de Draguignan n'a pas mis le feu aux poudres dans les casernes. Bien-sûr Le mouvement des soldats, en dépit d'un essor remarquable depuis quelques mois, se trouve encore dans une phase de maturation qui ne met pas les explosions généralisées à l'ordre du jour. D'une façon générale, on peut même dire que Draguignan, comme forme de lutte, se trouve considérablement en avance sur le niveau moyen de combativité des appelés.

## PROGRESSION ET MATURATION

Et pourtant: en cette rentrée sociale, Draguignan montrait la voie. Et l'appel a été entendu. Depuis un mois et demi, la combativité des appelés ne s'est pas démentie. Nous avons assisté à une succession de luttes extrêmement diverses et qui, toutes, témoignent de la progression, de la maturation du mouvement.

**Nice:** Un jour après la manif de Draguignan, Jean Fournel profite de la cérémonie aux couleurs pour appeler ses camarades à protester contre une sanction arbitraire qui frappe un appelé.

**Brest:** Le 24 septembre, un matelot est victime d'un accident à bord du porte-avion Clémenceau. Responsable: un matériel usagé et défectueux. Le lendemain 150 matelots se mettent en tenue de sortie et refusent de travailler en signe de deuil.

**Angoulême:** Fin septembre, les soldats d'un régiment stationné à Angoulême apportent leur soutien aux ouvriers de l'usine « La Prairie » en grève avec occupation depuis un mois. Leur motion de solidarité explique notamment: « Cette lutte contre les licenciements concerne tous ceux qui aujourd'hui se sentent menacés dans leur emploi, tous ceux qui viendront grossir les rangs du million de chômeurs que l'on nous promet pour notre pays.

A ce titre, un groupe d'appelés ne peut que se sentir directement concerné par votre combat, sa place est à vos côtés, n'en déplaise à ceux qui rêveraient d'une armée briseuse de grève où le contingent remplacerait les travailleurs en lutte ».

**Strasbourg:** Le 17 septembre, une manifestation de 600 soldats est préparée depuis quelques jours pour protester contre le régime d'abrutissement qui règne dans les casernes de la ville. Malheureusement, au dernier moment, le projet est éventé et tout le monde expédié en « exercice d'alerte »!

**Nouméa:** un jeune soldat canaque, Trevor Underwood, sanctionné pour avoir refusé d'exécuter l'ordre d'un gradé raciste, commence une grève de la faim le 13 septembre: un vaste mouvement de solidarité se tisse autour de lui parmi les civils. Dans le même temps paraît un manifeste d'appelés calédoniens reprenant certaines reven-

dications de l'appel des 100 et avançant un certain nombre d'autres, leur appartenant en propre.

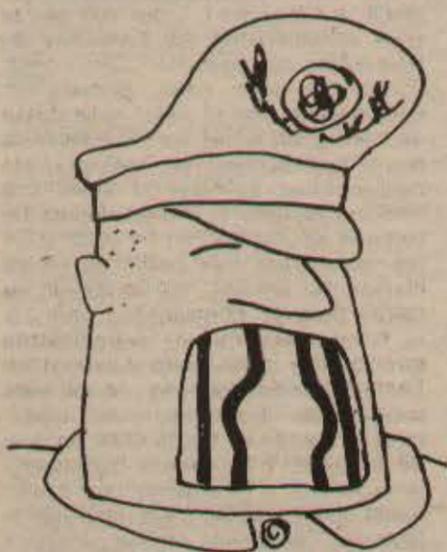
**Frileuse:** 4 soldats, enfermés au « trou » dans des conditions scandaleuses se barricadent dans la taule: il faudra une nuit entière pour les déloger en forçant la porte au chalumeau!

Sans oublier la pétition largement signée dans le RMT de Montléry à l'initiative de militants J.C., les nombreux communiqués de solidarité avec ceux de Draguignan émanant de comités de soldats, la campagne de signatures de l'appel des 100 qui se poursuit (4000 signataires!).

Bref, une succession ininterrompue de manifestations d'une richesse extraordinaire, mettant en question l'institution militaire de tous les points de vue: refus du droit aux 7% de pertes, ripostes radicales à l'abrutissement et l'embrigadement, refus du racisme, affirmation de la solidarité indéfectible du contingent avec la classe ouvrière en lutte, refus des brimades.

## DES OBJECTIFS NOUVEAUX

Nul doute que ce foisonnement de luttes recouvre de réelles inégalités dans le développement de la combativité des appelés. Nul doute que le caractère dispersé de ces luttes constitue un handicap au passage à un niveau supérieur. L'appel des 100, relayé à la rentrée par l'impact de la manif de Draguignan, a cristallisé pendant plusieurs mois la combativité des appelés. Actuellement, la nécessité de définir de nouveaux objectifs principaux se fait sentir. Le



# LA LIBERTÉ POUR FOURNEL!

La campagne de solidarité avec FOURNEL se développe. A Aix, la CFDT et la CGT de l'Équipement ont adressé au ministre de la Défense une pétition protestant contre son emprisonnement.

Le SNI des Alpes-Maritimes a voté à l'unanimité une résolution protestant contre la répression dont Fournel et les appelés de Nice ont été victimes, revendiquant pour les soldats le droit à l'organisation syndicale et politique,

s'engageant à envoyer régulièrement la presse syndicale aux collègues appelés. A Montceau, la campagne unitaire doit culminer avec la tenue d'un meeting début novembre. Selon des informations récentes, l'arrestation de FOURNEL a été suivie au 22ème BCA d'une répression intense. La Sécurité Militaire aurait interrogé des appelés pendant 18 heures d'affilée sans manger, pour les faire plonger ensuite 30 jours pour « insultes »! Certains

auraient dû subir des piqûres calmantes après les interrogatoires. Des civils, amis de Jean à Nice, ont été perquisitionnés et interrogés.

Le procès devrait avoir lieu début novembre pour court-circuiter le développement de la campagne de solidarité.

Une raison supplémentaire de développer cette campagne et de faire du procès de FOURNEL celui de la justice militaire!



Touchant tableau de famille !  
Ceux de Draguignan n'en arriveront jamais là !

mouvement ne piétine pas, il est toujours à l'offensive. Mais il cherche de nouveaux débouchés. La définition de ces nouveaux débouchés est indispensable pour passer à un stade supérieur et avancer dans l'homogénéisation du mouvement.

Les 4000 signatures de l'appel des 100 ont profondément labouré le mouvement, l'appel a donné une assise solide à sa combativité. Les comités de soldats se multiplient, se consolident. Leur constitution est désormais le débouché naturel de la combativité des appelés. Leur but n'est pas la recherche du sensationnel, du publicitaire, mais le renforcement et l'homogénéité de l'avant-garde combative des soldats et la consolidation de la capacité de résistance du contingent à l'institution militaire.

### REPRESSION VICIEUSE

Le type de répression que développe Soufflet et ses états-majors indique d'ailleurs qu'ils ont très bien compris à quel point le contingent demeurait une matière explosive. Si d'une part, ils s'efforcent de ne rien laisser passer et en sont encore à réprimer misérablement le 3950ème signataire de l'appel des 100, à punir, muter et casser de son grade un aspirant élève de l'ENA « soupçonné » d'avoir rédigé une pétition favorable à l'appel des 100, ils n'ont pas osé néanmoins « faire un exemple » autour de Draguignan. Bien-sûr les prétendus « meneurs » ont fait leurs soixante jours de trou, mais on n'a pas osé les traîner en TPFA. C'est l'indice d'un rapport de force. Le type d'escalade dans la répression que développe le gouver-

nement est beaucoup plus vicieux. Il s'agit de frapper fort lorsqu'on a le sentiment que la protestation ne dépassera pas certaines limites et qu'on n'offrira pas des « martyrs » au mouvement antimilitariste. La justice militaire se fait impopulaire. Ainsi, Fournel, isolé, était supposé se faire matraquer sans bruit par le TPFA de Marseille. Ainsi les quatre de Frileuse, supposés moins dangereusement « politiques » que ceux de Draguignan ; ainsi les contestataires du « fief » de Bigard ; ainsi les appelés canaques, Nouméa c'est si loin... Répression vicieuse. Mais les stratèges de Soufflet, en la matière, ont tort de prendre les antimilitaristes pour des imbéciles. Fournel, les quatre de Frileuse, les appelés canaques **sont les nôtres**. Ils seront défendus comme tels. Et à cette occasion, **ce seront les TPFA eux-mêmes qui seront au banc des accusés, ce sera la Justice militaire elle-même qui subira les coups les plus durs.**

### « REFORME-PETIT »

Aujourd'hui, Soufflet « réforme-petit » a fini de vider son sac à malices. Ce n'est pas pour rien que, dans le contingent, son second « train de réformes » est passé à peu près inaperçu. Pensez donc : 50 centimes de plus par jour et quatre voyages gratuits par an alors que la réforme précédente devait permettre à chaque soldat de prendre au moins une vingtaine de perms dans l'année ! Ce n'est pas pour rien que ce second « train » a été présenté par le gouvernement comme un sacrifice colossal sur le plan financier. Sans que le développement du mouvement dans les casernes ne leur mette le couteau

## LU DANS "VENT D'OUEST" JOURNAL DES "PAYSANS-TRAVAILLEURS"

### LES JEUNES PAYSANS A L'ARMÉE

Je suis actuellement au service militaire et j'ai été étonné par la conclusion de l'article des paysans travailleurs de Loire-Atlantique paru dans « Vent d'Ouest » en février 1974 : « Après le Larzac... face à l'armée ».

D'accord pour travailler avec les objectifs de conscience mais (en dehors de tout débat théorique) la majorité des jeunes ruraux au service effectuent leur service militaire. C'est de cette situation concrète qu'il faut partir !

L'appel des Cent a mis en relief les problèmes et les revendications posés par les jeunes bidasses. Les jeunes ruraux y sont autant sinon plus sensibles :

— Ils sont loin de leur domicile ; dans mon régiment situé à 20 km de Paris, la moitié des appelés habitent l'Ouest (Bretagne, Vendée, Normandie) sans avoir les moyens (60 F par mois) de payer leur transport chaque semaine.

— Habités au travail individuel ou par petite équipe, ils ont moins appris à se défendre face à la discipline, aux brimades.

— Sans informations : avec « Vent d'Ouest », j'étais plus au courant des manifestations de cet été dans certaines régions que certains fils d'agriculteurs.

— Endoctrinés plus facilement que de jeunes ouvriers, les appelés en Algérie

comprenaient une forte proportion de ruraux.

Je pense donc que l'action des paysans travailleurs face à l'armée doit se faire prioritairement en direction des bidasses.

— Par un soutien à l'Appel des Cent dans les casernes et à l'extérieur.

— Par un « parrainage de bidasses » : envoi de nouvelles du monde agricole ou de la région aux jeunes paysans du coin et réception de nouvelles des casernes.

— Travail dans les clubs agricoles des casernes pour les militants P.T., envoi de « V.O. » aux clubs agricoles.

Qu'est-ce que le club agricole ?

C'est un rassemblement volontaire de jeunes paysans pour organiser réunions, sorties, projections de films dans les casernes. On peut y discuter de tout : actualité agricole, sujets sociaux, etc., car ils ne sont pas contrôlés pendant les réunions par la hiérarchie militaire. On peut faire passer « V.O. ».

Les gars au service sont généralement disponibles, car ils n'ont rien d'intéressant à faire le soir et ils peuvent prendre un certain recul face par rapport à la famille, l'exploitation.

Il existe des obstacles dus à la vie militaire (difficulté d'obtenir des sorties en semaine, manœuvres coupant les activités inertes de la hiérarchie), mais c'est une occasion de discuter entre paysans ou non-paysans (éviter le corporatisme).

Un stage d'animateur d'une semaine est organisé à l'I.F.O.C.A.P.

Voici des propositions pour les paysans travailleurs.

Amitiés militantes.

sous la gorge, ils ne céderont rien de plus avant longtemps.

Nul doute que les réformettes Soufflet aient manqué leur cible : désamorcer le mouvement. Tout comme l'effort entrepris par les réformistes, PC en tête, pour brader la combativité des soldats aux conditions les plus basses : 250 F par mois + la cogestion des « clubs du soldat » !

A aucun moment les appelés n'ont eu le sentiment qu'un commencement de réponse à leurs revendications avait été apporté. Entre la solde à 60F, 1/5 des voyages payés d'une part, et la solde au SMIC, la gratuité des transports d'autre part, il y a un gouffre. Un gouffre que ne combleront aucune démagogie, aucun « aménagement ». Finalement, les réformettes Soufflet n'ont fait que renforcer la détermination du contingent vis-à-vis de l'autorité militaire — qui s'efforçait de récupérer sa lutte et n'a pas un instant cessé de manier le bâton en même temps que la carotte — et n'ont abouti qu'à lui donner un sentiment profond de sa force : ce qu'on lui a « accordé », c'est ce qu'il a gagné par sa propre lutte.

### TOUT POUR LES CADRES

Ce n'est évidemment pas par hasard que le gouvernement accorde actuellement toute son attention à la « revalorisation des carrières d'officiers et de sous-officiers » : amélioration des profils de carrière, augmentation des soldes, amélioration des possibilités de réinsertion dans la vie civile, accroissement des possibilités de « concertation » et d'expression des cadres, rajeunissement des corps

### DERNIERE MINUTE Procès des Foulards Rouges

Le 29 octobre se tenait à nouveau le procès en appel des Foulards Rouges. 1800 personnes se sont rassemblées dès le matin aux abords du tribunal malgré la présence massive des flics. Dans leurs plaidoiries vigoureuses, Maîtres Jouffa et de Félice ont dénoncé l'ordre colonial et les décrets illégaux du Haut Commissariat. Tous les détenus se sont exprimés malgré les interruptions de l'avocat général, les avocats ayant imposé la liberté de parole. Le procureur s'en est remis à la « sagesse de la Cour », ce qui est un succès : d'habitude, les peines sont confirmées quasi automatiquement. Jugement remis à huitaine.

d'active, etc... Bref un effort de rénovation visant à surmonter la crise du recrutement, la crise « morale » le scepticisme ou le j'menfoutisme professionnels qui se développent à vitesse grand V parmi les cadres. Au fond, ce dont il s'agit, c'est de redresser le moral et renforcer la trempe de l'encadrement de façon à ce qu'il tienne le coup dans la période qui s'ouvre et où il s'agira de mater un contingent dont l'indocilité ne cesse de s'accroître. Soufflet et ses acolytes se rendent bien compte que l'on s'achemine vers un approfondissement de la lutte des classes dans le contingent. Si l'institution militaire veut y faire face décidément, il faut à tout prix surmonter le malaise des cadres moyens et subalternes.

### VERS DE NOUVEAUX COMBATS

Actuellement les soldats combattifs s'efforcent de définir de nouveaux objectifs centraux pour leur lutte. Incontestablement, la gratuité des transports sera, dans la période qui vient un thème important qui permettra aux soldats de lier leur combat plus étroitement encore à celui des organisations ouvrières. La lutte contre l'embrigadement et la préparation à la guerre civile prend notamment la forme d'une contestation de plus en plus massive des stages commandos, d'une dénonciation des écoles du crime que sont les centres d'entraînement commandos. Le refus de briser les grèves prendra une tournure concrète dès qu'apparaîtront quelques velléités que ce soit d'utiliser le contingent en remplacement des postiers, des employés de la RATP...

La lutte pour la liberté d'expression se cristallise notamment sur la question des journaux interdits et les soldats ne manquent pas d'utiliser l'entrelacs de contradictions qu'impliquent l'interdiction de tel journal et l'autorisation de tel autre... La lutte contre la répression prend racine dans le sentiment de solidarité et de cohésion qui se développe rapidement dans le contingent. Nul doute que le passage de Fournel et des quatre de Frileuse en TPFA déboucherait sur de nombreuses actions de protestation au sein même du contingent ! Enfin, la lutte pour le droit à l'organisation des soldats trouve son assise dans l'existence de dizaines de comités de soldats. Elle débouche sur la lutte pour un syndicat de soldats soutenu par l'ensemble du mouvement ouvrier. Dans les mois qui viennent, cette lutte prendra incontestablement une dimension de plus en plus grande.

L'heure est à l'offensive. Les soldats luttent pour leurs droits. Ils s'avancent vers de nouvelles victoires.

LA JUSTICE MILITAIRE S'EST ABATTUE SUR LUI ; IL AURA LE NEZ ET LES OREILLES COUPÉES...



# « MIEUX VAUT ÊTRE PAUVRE ET FOU QUE RICHE ET DEBRAY, RITZEN! »

Immédiatement, la série d'émissions consacrée à Bruno Bettelheim par D. Karlin à la télévision française a pris la dimension d'un petit événement.

Bettelheim, de façon assez intuitive, partiellement appuyé sur la psychanalyse et sur son expérience de l'univers concentrationnaire, a avancé l'idée que l'autisme infantile (repli total sur soi-même et désintégration de la personnalité) était sans doute une forme de réaction à un milieu rejetant ou vécu comme tel.

Des enfants non-voulus peuvent avoir de ces troubles très profonds. Même chose pour ceux qui ne viennent au monde que pour compenser le déséquilibre psychologique d'un couple.

Bettelheim a fait en partie disparaître l'enfermement complet de certains enfants, leur mutisme et tous leurs troubles fonctionnels en les faisant vivre dans un environnement favorable et éveillant l'autonomie.

On a beaucoup parlé de ces émissions dans les foyers, les écoles, et très vite, c'est la famille qui s'est trouvée mise en question sinon en accusation.

Par-delà les problèmes des enfants autistiques, c'était ceux de n'importe quels rapports parents-enfants qui étaient soulevés.

## POURQUOI LA FAMILLE

Mais alors, disaient certains jeunes qui en parlaient entre eux le lendemain, si l'épanouissement d'un enfant ou son repli dépendent à ce point des problèmes parentaux est-il bien normal que l'on soit dès sa naissance « abandonné » à la seule famille ?

Pourquoi la famille ? Que sert-elle ?

Et certains allaient plus loin : quand on constate ce qu'un enfant non-voulu peut avoir de troubles comment oser refuser l'avortement ?

Et puis, si le milieu où l'on vit est tellement déterminant, la multiplication des troubles mentaux ne s'expliquerait-elle pas par la détérioration des conditions de vie ? Et de travail ? etc.

Tels étaient les thèmes idéologiques et politiques par lesquels beaucoup de gens prolongèrent le film intelligent de D. Karlin sur l'École orthogénique de Chicago, ces émissions contribuant à une prise de conscience relative d'idées progressistes concernant le normal et l'anormal, l'intelligence, la famille, l'autonomie individuelle.

## LA REVOLTE DES MANDARINS

Il fallait donc s'attendre à une réaction violente de quelques chiens de garde du système flairant un danger (pourtant léger) pour l'ordre familial, pour l'organisation autoritaire de la médecine, pour une psychiatrie conçue comme répression des déviations et parcage d'anormaux dits... congénitaux.

Sous couleur de contestation scientifique ce fut le psychiatre infantile Debray-Ritzen qui attaqua le premier de façon grossière et injurieuse dans un article du « Figaro » qui revenait à traiter Bettelheim de charlatan et de menteur et à juger inutiles ses longs travaux.

Debray-Ritzen voulut ranimer la vieille querelle qui oppose les « organicistes » qui disent que les troubles mentaux s'expliquent par des anomalies biologiques, neurologiques et génétiques et qu'ils sont donc héréditaires comme tels (!), à ceux qui estiment que la majeure partie des comportements jugés anormaux par la société sont dus à des causes traditionnelles.

Ces derniers s'apparentent aussi bien à la psychanalyse qu'aux théories anglaises concernant la schizophrénie et qui ont inspiré le film « Family life ».

Debray-Ritzen vieux mandarin d'une psychiatrie autoritaire qui s'appuie sur toute une conception de droite de la personnalité reconnaît que rien n'est prouvé concernant l'hérédité psychologique mais il veut qu'il en soit ainsi et nie comme un butor que Bettelheim ait pu réussir quoi que ce soit.

Qu'aurait-il fait, lui, de la petite Marcia, complètement murée, silencieuse et anorexique et jugée incurable par tout le corps médical ?

Debray-Ritzen n'aurait su que la parquer dans un de ces sordides hôpitaux psychiatriques et l'aurait bourrée de neuroleptiques en attendant que l'on prouve... les origines bio-chimiques des troubles autistiques.

A cette petite fille, Bettelheim a donné une certaine ouverture sur le monde des autres, un certain développement et surtout une relative autonomie.

Du D' Koupernik dans « Le Monde » aux propos hypocrites de Michel Droit à France-Inter, Debray-Ritzen a été suivi par tout un bataillon de scientifiques et d'idéologues qui voudraient faire de notre comportement un problème de spécialistes évaluant ce qui est normal et ce qui ne l'est pas et taxant de pathologiques tous les écarts par rapport aux normes que nous fixe l'idéologie dominante.

## UNE REACTION SYMPTOMATIQUE

Sur ce débat important, plusieurs réflexions s'imposent :

1°) Il est symptomatique du caractère ultra-réactionnaire du courant dominant de la psychiatrie française que quelqu'un d'aussi modéré que Bettelheim déclenche de pareils flots de haine.

En effet :

• Bettelheim n'est pas du tout considéré comme subversif aux États-Unis.

• Dans ses explications de l'autisme il ne franchit pas les limites du cercle familial, ce qui équivaut à poser une res-

ponsabilité individuelle des parents sans remettre en question la signification idéologique et politique de la famille.

• Il soigne les enfants qui ont la chance et les moyens de venir chez lui mais il ne fait rien en ce qui concerne la production massive des troubles mentaux par la société comme l'avait fait Wilhelm Reich.

• Il entretient une idée élitiste du soignant comme détenteur du savoir et du pouvoir thérapeutique écrasant de son paternalisme en clin d'œil son personnel et ses malades.

Il est ainsi très en retrait par rapport à quelqu'un comme R. Laing et l'anti-psychiatrie anglaise.

2°) Le sérieux scientifique aurait voulu que le débat soit plus dialectique et explique que certaines données bio-chimiques sont en liaison avec certaines dispositions et certains comportements (exemple : on peut provoquer chimiquement certains aspects de la schizophrénie), mais en dernier recours, c'est par rapport au contexte culturel et social que nos actes sont signifiants.

Ainsi, avant de nommer le fameux chromosome Y supplémentaire :

chromosome de la délinquance, on ferait bien de réfléchir sur le caractère relatif et socio-politique de la dite délinquance.

3°) Les réactions de Debray-Ritzen sont, à l'échelle française, à rapprocher de celles de tous les partisans d'une hérédité psychologique nécessaire pour justifier de façon pseudo-scientifique tous les racismes et toutes les inégalités...

## EVITER LES EMEUTES

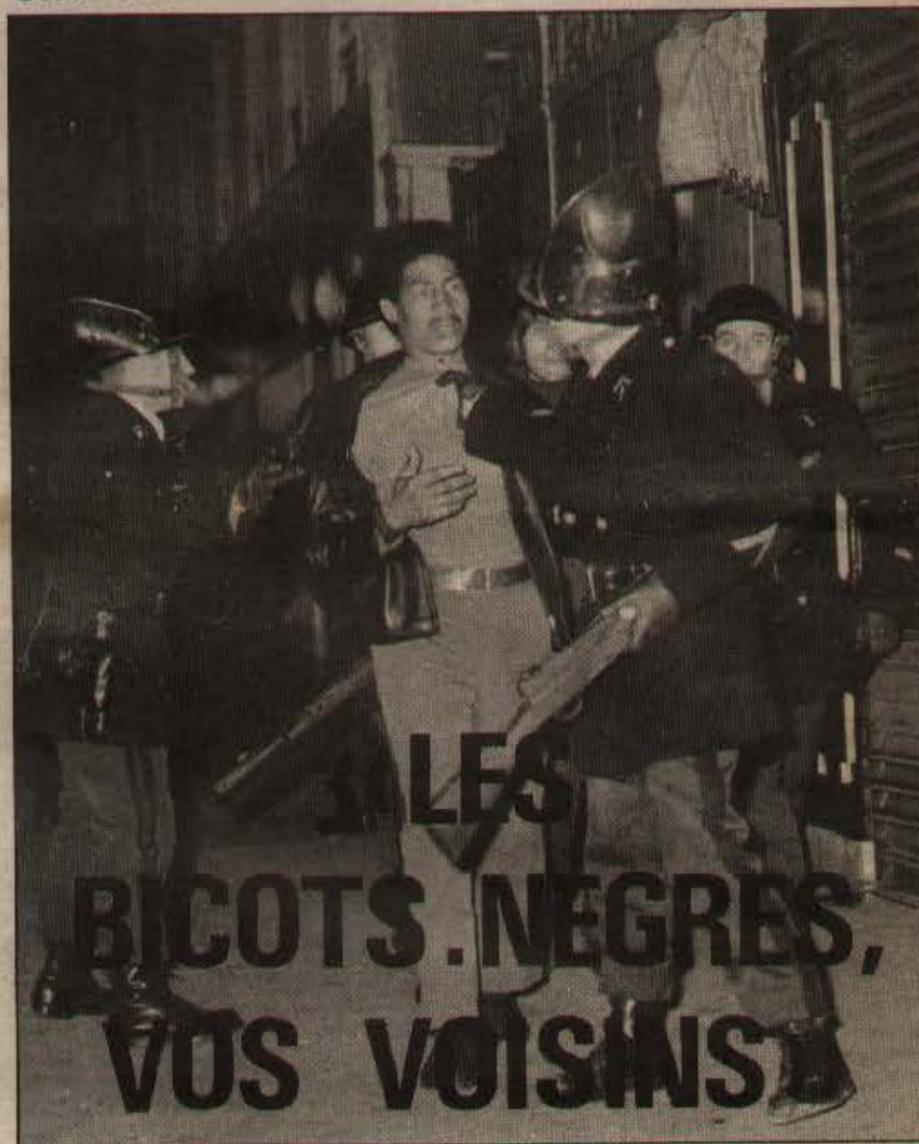
Elles sont à rapprocher aussi du vaste mouvement qui se dessine dans la psychiatrie américaine, encouragé par le pouvoir impérialiste et qui tend à traiter toute contestation, revendication ou déviance comme une maladie mentale.

Les docteurs Erwin et Mark qui ont reçu 100.000 dollars du département de la justice pour leurs recherches ont conseillé la lobotomie (1) pour l'ensemble de la population pénitentiaire et éviter ainsi les émeutes.

P.P.

(1) Lobotomie : ablation chirurgicale d'une partie du cerveau.

## cinéma



Après « Soleil O », Med Mondo, réalisateur africain, et toute une équipe de militants immigrés, nous présentent une vaste fresque sur le phénomène de l'immigration.

Le film commence par une scène remarquable sur l'intoxication des peuples africains par le cinéma occidental : le bon grand cow-boy blond aux yeux clairs qui exterminait les méchants Indiens par la défense de la grande Amérique et de la bannière étoilée... devant les yeux écarquillés du public africain qui finit par s'identifier au bon grand cow-boy. L'immigration ? Il en montre la véritable origine : le pillage des ressources naturelles, c'est à dire l'importation à bas prix des hommes et des matières premières, avec, pour permettre tout cela, des gouvernements africains parachutés par l'impérialisme après l'octroi de « l'indépendance ».

De l'Afrique Noire au Maghreb, on voit bien toute cette clique de dirigeants, petits et grands, qui s'enrichissent sur les dos des populations et qui sont prêts à défendre leurs privilèges, par la torture au besoin.

D'une façon pédagogique (avec croquis au tableau) nous sont donc présentés à la fois les mécanismes qui obligent le paysan d'Afrique à quitter son village pour le bidonville de sa capitale, puis ce bidonville pour le foyer-taudis de Paris ou d'ailleurs en Europe ; et aussi dans quelle société de classes le travailleur immigré s'insère quand il débarque en Europe.

L'Europe, c'est « l'argent, une maison, les femmes » dans la propagande. En arrivant, c'est le salaire de misère, l'insécurité de l'emploi, les conditions de vie désastreuses dans les

foyers-taudis, c'est la misère affective et sexuelle. En arrivant, c'est le statut de sous-homme, privé de droits, c'est la répression contre ceux qui « font de la politique » (ou ceux qui luttent pour de meilleures conditions de travail et vie car c'est faire de la politique) ; c'est le racisme quotidien : à l'usine, dans les transports en commun, dans la rue, dans les magasins, pour avoir une chambre d'hôtel... C'est aussi le racisme qui tue : Malika, 8 ans, giflée à mort par les gendarmes, Mohamed Diab assassiné dans un commissariat...

Mais l'immigration, c'est aussi la lutte : dans les foyers, on discute pour la difficile mais nécessaire unité inter-raciale pour faire la grève du loyer.

Il y a aussi une scène intéressante : un petit bourgeois français, empêtré dans les problèmes de vie quotidienne (tracas administratifs, encombrement des grandes villes...), se fait expliquer calmement par un immigré que la révolution les libérera tous les deux.

Med Hondo a réussi là une grande démonstration. Ce film est un instrument de lutte, tant vis à vis des Français, à qui il révèle que la misère est à leur porte, que « les nègres et les bicots » sont leurs voisins, que vis à vis des immigrés auprès de qui il popularise les luttes, pour qui il décortique le phénomène de l'immigration qui n'est en rien une fatalité, mais bien le produit d'un système.